

## Le Pen se nourrit de la décomposition du régime

25 avril - Le 1<sup>er</sup> mai, Le Pen s'apprête, cette année encore, à faire occuper par ses troupes le centre de Paris et à y faire retentir ses appels à la terreur raciste et anticommuniste. Intervenant après plusieurs semaines d'une abjecte chasse à l'homme contre Georges Boudarel (qui a symbolisé toute la haine que propagent les fascistes), cette provocation antiouvrière n'en est que plus menaçante.

Les bons samaritains antiracistes, qui nous prédisaient la disparition naturelle de l'« effet Le Pen », expliquent encore aujourd'hui qu'il ne faut pas lui « faire de publicité ». Mais chaque provocation du Front national (FN) qui est laissée impunie renforce cette racaille et l'encourage à en perpétrer de nouvelles, pires encore. Ainsi Le Pen projetait-il de tenir un meeting à Carpentras le 10 mai - un an exactement après l'abominable profanation fasciste du cimetière

juif de cette ville ! (Le maire UDF ne lui a pas accordé la salle... parce qu'elle « n'est pas libre » à cette date.) Samedi 20 avril, alors que les nazis fêtaient l'anniversaire de Hitler dans divers pays

quelques dizaines de nazis. Pour cela, il faut mettre en branle toute la puissance sociale du prolétariat organisé dans des mobilisations ouvrières/« immigrées »/juives.

**Mobilisations ouvrières / « immigrées »  
pour écraser les fascistes !**

européens, un meeting tentait de se tenir en plein Paris sous la direction d'un ancien Waffen-SS, longtemps adhérent du FN, et en présence notamment de Pierre Vial, connu pour être un proche de Le Pen. Une action de salubrité publique, revendiquée par le « Groupe d'action juive », a écourté ledit meeting. Mais aujourd'hui il faut infliger une raclée à bien plus que

Un Le Pen sait bien qu'aujourd'hui la bourgeoisie n'est pas prête à l'appeler au pouvoir, mais il sait aussi qu'à la différence de l'opposition parlementaire à Mitterrand, il a une politique cohérente et déterminée pour accéder à ce pouvoir. Et c'est avec cette perspective qu'il multiplie ses provocations et qu'il recrute et entraîne ses troupes - les futures sections d'assaut qu'il lancera

pour détruire le mouvement ouvrier et écraser toute liberté démocratique. On peut ainsi lire dans son torchon *National Hebdo* (n° 353, 24 avril-1<sup>er</sup> mai), précisément à propos de sa manifestation du 1<sup>er</sup> mai, cette menace ouverte : « Ce jour-là, nous ne passerons pas loin de l'Elysée, qui sera un jour à prendre. Il y a trente ans, les généraux d'Alger ne parvinrent pas à sauver l'Algérie française. En 1991, devenus hexagonaux, les Français n'ont plus le choix, ils sauveront la France française, avec Le Pen, ou ils accepteront d'entrer dans une réserve où l'étranger triomphant les aura parqués. » Il est encore temps : il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

C'est là le devoir urgent du mouvement ouvrier, une mesure élémentaire d'autodéfense. Ce Premier Mai fera descendre dans la rue, dans les traditionnels cortèges ouvriers (principale-  
Suite page 4

## L'« aide humanitaire » impérialiste : un nouveau piège



Der Spiegel



Der Spiegel

Le secrétaire d'Etat américain Baker (à gauche) à la frontière entre la Turquie et l'Irak, où ont fui des centaines de milliers de Kurdes irakiens (à droite).

## Ils ont le sang des Kurdes sur les mains

23 avril - Après avoir écrasé sous les bombes le peuple irakien, les Mitterrand, Bush et Major font étalage de leur prétendu « esprit humanitaire » à l'égard des Kurdes opprimés et désespérés. Ils viennent d'envoyer des troupes dans le nord de l'Irak - l'opération *Provide Comfort* - soi-disant pour fournir de la nourriture et installer (et « protéger » !) des « centres d'accueil » pour les quelque 700 000 Kurdes irakiens venus se réfugier dans la région montagneuse le long de la frontière avec la Turquie. Jouant au champion des Kurdes, Mitterrand lui-même, dont l'objectif maintes fois affirmé est de tenir le « rang » de la France impérialiste dans la région, en appelle au « devoir d'ingérence » : le droit des impérialistes à s'ériger en gendarmes du monde.

Des responsables de l'ONU pour les

réfugiés disent que l'on assiste au plus grand mouvement de réfugiés jamais vu en un si court laps de temps. On estime que près de la moitié sont de jeunes enfants, nombre d'entre eux mourant de faim, de diarrhée ou de dysenterie. Des organisations humanitaires affirment que plusieurs centaines, voire un millier, de réfugiés kurdes meurent chaque jour et que, si se répandent des épidémies de rougeole, de choléra ou d'autres maladies, ce chiffre s'aggraverait encore. Les journaux télévisés ont montré les terribles images de ces mères enterrant leurs enfants dans des fosses communes.

Mais ce que les médias français refusent toujours de montrer, c'est l'horreur que connaît le reste de l'Irak dévasté par l'agression impérialiste - ces 17 millions d'Irakiens qui ont pendant des semaines vécu la terreur quotidienne des bombar-

dements massifs. Partout dans le pays, la population fait face à la famine et à la menace d'épidémies. Et les arrogants vainqueurs occidentaux ont rejeté la demande faite par Bagdad de reprendre ses exportations de pétrole brut « à titre exceptionnel », pour pouvoir acheter des produits alimentaires et de première nécessité (avant la guerre, l'Irak importait 70 % de ses produits alimentaires). De plus, les termes draconiens du cessez-le-feu qu'ils imposent signifient un pillage en règle du pays : garanties que l'Irak paiera sa dette extérieure (plus de 40 milliards de dollars) ; « réparations » chiffrées à plusieurs milliards qu'il devra verser à la populente famille régnante koweïtienne, etc. Ces mêmes abjects princes réactionnaires du Koweït « libéré » par la coalition impérialiste ont lancé, à peine remis sur leur trône, une

sanglante chasse à l'homme contre les Palestiniens travaillant dans ce pays. Mais sur ce massacre-là aussi, les médias sont étrangement discrets !

**« Aide » impérialiste = famine et mort pour les Kurdes**

Le « nouvel ordre mondial », c'est l'écrasement sous la botte des impérialistes de tous les peuples de la région, y compris des Kurdes. Comme le faisait remarquer un observateur, le but de l'opération « est de s'assurer que cette population kurde sera une population contrôlée ». Et de garder sous domination occidentale l'Irak, auquel ils viennent allègrement de prendre 4 000 kilomètres carrés de territoire ! Toute la région située au-dessus du 36<sup>e</sup> parallèle a été déclarée *off-limits* (interdite d'accès) à l'armée irakienne. Et, comme en avertissait déjà Mitterrand le 10 avril devant le conseil des ministres, il faut « être conscient de la constance des efforts qui s'imposeront pendant des années », (*le Monde*, 12 avril). La soldatesque impérialiste est

Suite page 9

M 2651 - 111 - 5.00 F



# A propos de la défense de Georges Boudarel

Chers camarades, chers amis,

Les réactionnaires et les fascistes ont toujours particulièrement apprécié les campagnes de haine et de calomnies, telle celle contre l'officier juif Dreyfus à la fin du siècle dernier, pour mettre en avant leurs sinistres desseins. Une de leurs cibles est aujourd'hui Georges Boudarel.

Le CDDS se voit contraint d'annuler son appel du 31 mars, adressé aux syndicats et aux autres organisations, appel à une mobilisation de front unique à Rouen le 13 avril sous les mots d'ordre : « Stoppons les fascistes ! Bas les pattes devant Boudarel ! »

La nouvelle offensive des fascistes inquiète un grand nombre de travailleurs dans ce pays. En Normandie, des syndicats CGT dans le bâtiment (SPIE TRINDEL), dans la chimie (ATOCHÉM - Gonfreville), dans la construction électrique (CEGELEC - Sandouville) et en Dordogne, une section du SNES du collège Léonce Bourliaguet de Thiviers ont répondu positivement à l'appel du CDDS. Gilles Perrault a soutenu l'initiative. Le MRAP national a sorti un communiqué se solidarisant avec Boudarel et appelant à participer aux initiatives unitaires « pour mettre un terme aux pratiques de brutalité et d'intimidation sur le campus » (29 mars). Cependant, à Rouen et dans sa ceinture industrielle, les syndicats ont choisi de ne pas mobiliser. Cela ne peut que reculer l'échéance inévitable.

Pourquoi le CDDS retire-t-il son appel pour une

## Déclaration du CDDS

action de masse le 13 avril ? Nous voulons naturellement arrêter toute provocation fasciste. Cependant, nous voulons clairement souligner le danger de la stratégie qui consiste pour de petits groupes de militants à s'affronter aux fascistes. Cette stratégie ne peut que fournir des cibles faciles aux fascistes. Sans le soutien actif et la mobilisation de secteurs significatifs de la classe ouvrière, de telles actions antifascistes risquent de ne montrer que division et faiblesse. Nos ennemis ne sont pas stupides et cela ne pourrait que les encourager. Comme nous l'écrivions dans notre appel : « Une telle action doit être basée sur la puissance sociale et la force de la classe ouvrière organisée. Des centaines de milliers de syndicalistes ont participé aux manifestations contre la guerre impérialiste contre l'Irak. Certains ont mené des grèves contre cette guerre. Des mobilisations réunissant ne serait-ce qu'une fraction de ces manifestations pourraient faire rentrer les fascistes dans leur trou - si l'expérience et l'organisation des syndicats sont employées à donner à ces nerfs, dans le cas où ils oseraient se montrer, la leçon qu'ils méritent. »

Une plainte pour « crimes contre l'humanité », tentative obscène de réécrire l'histoire de Georges Boudarel et des luttes anticoloniales, vient d'être déposée, et le CDDS n'en est que plus solidaire de Georges Boudarel. Les fascistes sont toujours à l'offensive. Le 9

avril, plusieurs dizaines d'entre eux sont venus s'opposer à un rassemblement pour la liberté de l'avortement et contre Lech Walesa à Paris. Si les manifestants ont pu tenir leur rassemblement, ils étaient néanmoins trop peu nombreux pour empêcher cette provocation fasciste. Ces mêmes fascistes, Solidarité chrétienne, ont provoqué la mort d'une personne durant leur campagne de terreur contre le film de Scorsese *la Dernière tentation du Christ*. La prochaine échéance est la manifestation du Premier Mai. Cette année encore, les troupes fascistes de Le Pen vont prendre les rues de Paris dans une démonstration de force antiouvrière derrière la bannière de Jeanne d'Arc, ce symbole du nationalisme français.

Le CDDS continuera à prôner des actions du genre de celle que nous avons cherché à mettre sur pied avec notre appel du 31 mars : « Les organisations de la classe ouvrière - partis et syndicats - les "Beurs", les "immigrés", les Juifs, les anciens militants du FLN algérien, les anciens "porteurs de valises", les homosexuels, les étudiants, les professeurs - tout le monde doit se mobiliser. [...] La rage ne suffit pas. Nous devons organiser la puissance sociale de notre classe avant qu'il soit trop tard. Nous ne devons pas attendre le prochain assassinat pour organiser notre riposte. »

Rouen, le 11 avril 1991

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

# Les inculpations contre Alastair Green sont levées

Le Crown Prosecution Service [Service du procureur de la couronne], dans une lettre datée du 3 avril 1991, a levé toutes les inculpations et poursuites engagées contre le militant de la Spartacist League Alastair Green. Il avait été arrêté lors de la manifestation organisée à Londres le 2 février par le Campaign for Nuclear Disarmament pour protester contre la guerre du Golfe. La police l'arrêta après que les manifestants du cortège spartaciste et d'autres cortèges eurent refusé d'arrêter de scander leurs mots d'ordre pour la défaite de l'impérialisme US/britannique et pour la défense de l'Irak.

La campagne de défense a reçu un important soutien de la part d'organisations de gauche, de syndicalistes, de groupes noirs, turcs et kurdes et d'étudiants. L'éminente organisation pour les droits civiques, le National Council for Civil Liberties, a décidé de représenter Green en tant que *solicitor* (équivalent de la partie civile) et a publié une déclaration notant qu'elle était « très préoccupée de l'utilisation d'une procédure pénale

pour restreindre la liberté d'expression, et que c'est pour cela que nous représentons maintenant Alastair Green en tant que *solicitor*. »

La levée des inculpations pesant contre Alastair Green est un coup porté à la tentative du gouvernement d'utiliser la censure politique et l'intimidation contre les militants de gauche ! En levant les inculpations, le gouvernement reconnaît que la persécution de Green faisait partie intégrante de sa campagne pour bâillonner ceux qui défendaient l'Irak contre les impérialistes.

La mise hors de la loi de la défense de l'Irak, décrétée de facto par le gouvernement, s'accompagnait de rafles racistes, de détentions et d'expulsions de ressortissants irakiens, palestiniens et d'autres pays arabes. Nombre d'étudiants irakiens se sont ainsi retrouvés prisonniers de guerre. Amnesty International considère

de fait que la Grande-Bretagne, avec la Turquie, Israël et l'Égypte, fait partie des pays « coupables d'arrestations arbitraires depuis le début de la guerre ».

D'autres militants du groupe Black People Against War in the Gulf, qui manifestaient devant le ministère de l'Intérieur le 20 février, ont vu leur rassemblement interdit par la police. Onze d'entre eux ont été arrêtés et inculpés, comme Alastair Green, en vertu du Public Order Act, parce qu'ils scandaient « US assassins ». Nous exigeons que toutes les inculpations liées à cette affaire soient levées !

Dans un communiqué de presse du Partisan Defence Committee annonçant la victoire, Alastair Green, au nom de la Spartacist League, a fait la déclaration suivante : « Nous n'oublierons pas que les traîtres du Parti travailliste - de droite et de "gauche" - ont soutenu les buts de

guerre impérialistes dans le Golfe et la répression ici. Le "nouvel ordre mondial" est en train de s'édifier sur des montagnes de cadavres. Non seulement l'Irak a été dévasté, mais le "Koweït libéré" est devenu le théâtre de massacres contre le peuple palestinien. Quand il s'agit du peuple kurde confronté à un massacre génocide, les impérialistes préfèrent Saddam Hussein. Les "alliés" turcs et syriens ont fermé leurs frontières au peuple kurde qui s'enfuit. Les forces US/britanniques dans la région supervisent le règne effroyable de la terreur et de la torture. Pour en finir une bonne fois pour toutes avec ce massacre, nousuttons pour la seule solution - la révolution ouvrière dans les pays impérialistes et dans tout le Moyen-Orient, pour renverser les cheiks, les émirs, les colonels et les bouchers sionistes. »

Si aujourd'hui les inculpations contre Green sont levées, sa défense a coûté cher. Envoyez vos chèques à l'adresse suivante : Comité de défense sociale - BP 202 - 75822 Paris Cedex 17. Chèques à l'ordre du CDDS, en mentionnant au dos « Campagne de défense d'Alastair Green ». Virements au CDDS - compte CCP 1 429 25 J - Paris.

## Journées d'études de la Ligue trotskyste

Samedi 15 juin - 14 h à 18 h

L'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est  
Retour à la voie de Lénine et Trotsky !

Dimanche 16 juin - 14 h à 18 h

De la Guerre civile à nos jours :  
la lutte des Noirs américains  
pour la libération

LSC - 69 ter, rue de la Chapelle - 75018 PARIS  
Métro Porte de la Chapelle

Pour de plus amples renseignements, téléphoner à : PARIS 42 08 01 49 - ROUEN 35 73 74 47 - LYON 72 74 96 94

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION: François Donau.

REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris

5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Manifestation contre Walesa à Paris

Le 9 avril s'est tenu à Paris un rassemblement pour protester contre la visite en France du président polonais Lech Walesa, reçu par le gouvernement Mitterrand. Depuis dix ans, les sociaux-démocrates français n'ont pas lésiné sur le soutien à l'ex-président du « syndicat » maison Solidarność et à son programme clérical-nationaliste.

Ce programme de contre-révolution est symbolisé, entre autres, par la tentative d'appliquer le programme réactionnaire de l'Eglise polonaise contre les femmes et dont la pierre de touche est l'interdiction de l'avortement et de la contraception, un droit dont les femmes polonaises jouissent depuis 1947.

La manifestation du 9 avril, à laquelle nous avons participé, était appelée par un ensemble d'associations essentiellement féministes et d'organisations d'« extrême gauche », comme la LCR. En fait, ces organisations se sont bien gardées de mobiliser même leurs forces pour ce rassemblement, acte de

solidarité minimum avec les femmes polonaises (qui a réuni environ 70 manifestants, essentiellement des femmes). Et ce pour la bonne raison que ces organisations, accrochées aux basques de la social-démocratie anti-soviétique, avait fait de l'antisémite et anticommuniste Walesa le héros de la lutte contre la bureaucratie et pour la « démocratie » en Pologne. Ce suivisme abject les a même conduites, en décembre 1981, après le contre-coup d'Etat de Jaruzelski, à participer aux côtés de toute la droite réactionnaire et des fascistes aux manifestations de soutien à Solidarność.

Le rassemblement du 9 avril a dû faire front à une contre-manifestation musclée, organisée par des fascistes et corbeaux intégristes. Aux cris de « Communistes assassins ! », « L'avortement est un crime ! » et « Bravo Walesa ! », cette racaille, protégée par les flics de Mitterrand, entendait montrer clairement, aujourd'hui comme il y a dix ans, qu'elle se reconnaît dans

le programme de Solidarność, celui de la réaction antiouvrière, antisémite et anticommuniste.

En 1981, seule la Ligue trotskyste avait manifesté contre la venue de Walesa à Paris. Nous étions les seuls à dire la vérité sur Solidarność, « "syndicat" maison qui roule pour les banquiers et la CIA », à dire « Halte à la contre-

révolution de Solidarność ! » Aujourd'hui encore, avec nos camarades du Spartakusowska Grupa Polski (voir article ci-dessous), qui luttent pour ressusciter la tradition révolutionnaire du prolétariat polonais, nous disons : A bas les attaques contre le droit à l'avortement ! Oui à une Pologne ouvrière, non à la Pologne du Pape !



Les panneaux de la LTF dans le rassemblement anti-Walesa

Le Bolchévik

# Pologne : amplifiez la résistance ouvrière contre les attaques capitalistes !

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été écrit par nos camarades du Spartakusowska Grupa Polski, groupe sympathisant de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

## Ouvriers de Pologne :

- **Ecrasez les fascistes !**
- **Défendez le droit à l'avortement !**
- **Luttez contre l'antisémitisme et le racisme anti-Tziganes !**
- **Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers russes, allemands et polonais !**

Les spartacistes se sont opposés à la restauration capitaliste en Pologne dès le tout début. Aujourd'hui, les ouvriers de Pologne sont en train de faire l'expérience de ce que veut dire l'introduction du capitalisme : la misère et le chômage, les attaques contre le droit à l'avortement, la montée de l'antisémitisme et du racisme, la montée de l'antisoviétisme et du fascisme.

Mais les ouvriers polonais ont commencé à riposter contre le « traitement de choc » du Fonds monétaire international et des banques allemandes, imposé par le gouvernement procapitaliste de Solidarność. Ces dernières semaines, des dizaines de milliers de travailleurs se sont rassemblés dans des manifestations nationales appelées par l'OPZZ, la Confédération syndicale stalinienne, anciennement officielle, qui est aujourd'hui le plus gros syndicat en Pologne. La direction de l'OPZZ a appelé à ces manifestations avec les revendications : Arrêt du chômage ; Non aux salaires de famine et aux prix européens ; Arrêt des fermetures de crèches, pharmacies et hôpitaux. L'OPZZ fait également de l'agitation contre un nouvel impôt sur les entreprises qui provoquera encore plus de chômage. Mais elle n'a même pas un seul mot d'ordre contre la restauration capitaliste.

Il n'est pas surprenant que la direction de l'OPZZ n'appelle pas les ouvriers à se battre contre les forces procapitalistes. Aux élections présidentielles de décembre dernier, ils ont appelé à voter à la fois pour le candidat stalinien et pour un des

candidats de Solidarność ! Ils organisent les manifestations actuelles en pleine journée de travail, sans appeler à la grève, afin de limiter le nombre d'ouvriers amenés par bus dans le centre des villes et afin de contrôler étroitement ces manifestations.

Mais les ouvriers descendent dans la rue et ne rentrent pas au travail parce qu'ils veulent se battre contre la misère, leurs conditions de vie effroyables et les menaces qui pèsent sur leur existence. Si à Varsovie, il y a quelques semaines, on a pu voir dans une manifestation de l'OPZZ des drapeaux polonais, il n'y en avait aucun lors de la manifestation de Lodz du 22 mars. On pouvait voir des bannières disant « Soutenez l'OPZZ » et des panneaux des différentes usines. Plus de la moitié des 10 000 manifestants étaient des femmes, en partie du fait que l'industrie principale de la région est le textile. Beaucoup des groupes d'ouvrières, jeunes et moins jeunes, formaient les éléments les plus déterminés de la manifestation.

Le Spartakusowska Grupa Polski défilait avec des panneaux : « Le SGP est fondé - Il faut construire un parti trotskyste - Contre la contre-révolution capitaliste ! » et « Les travailleurs doivent se mobiliser pour défendre le droit à l'avortement ! » Les camarades du SGP ont reçu un accueil favorable de la part de nombreux manifestants et ont pu vendre un grand nombre d'exemplaires de leur journal *Platforma Spartakusowców*. Une femme est venue nous rejoindre parce qu'elle aimait particulièrement notre mot d'ordre pour le droit à l'avortement et nous a dit qu'elle était naturellement contre le capitalisme. Un groupe de femmes criait contre l'augmentation des loyers qui les empêche maintenant d'acheter du pain.

Une grande proportion des femmes travaille à plein temps, y compris dans les métiers qualifiés et particulièrement dans le transport public. Les salaires mensuels moyens sont de 700 000 zlotys (à peu près 350 francs). Le principe « à travail égal, salaire égal » est formellement en vigueur, mais les femmes sont largement surreprésentées dans les industries et les

emplois les moins payés. Même avant 1980 et de plus en plus aujourd'hui, la vie des paysannes est profondément marquée par l'oppression, comme dans tout pays capitaliste sous-développé. Seuls les acquis formels (l'avortement légal et gratuit, etc.) permettaient de soulager les maux de la vie des paysannes, et ceux-ci sont maintenant menacés.

A la campagne et dans les petites villes, les crèches, qu'elles soient d'Etat ou privées, sont pratiquement inexistantes. Dans les grandes villes, les crèches et jardins d'enfants d'Etat sont aujourd'hui à des prix inabornables - à Varsovie par exemple, il faut payer jusqu'à 500 000 zlotys par enfant et par mois, ce qui représente environ les deux tiers d'un salaire moyen. L'avortement est toujours une des principales méthodes de contrôle des naissances dans le pays, où le niveau d'éducation sexuelle est extrêmement bas du fait de l'activité de la puissante Eglise catholique. Seules 11 % des femmes utilisent des moyens de contraception modernes.

Des manifestations ouvrières commencent à être attaquées. Durant la manifestation de l'OPZZ à Lodz, Solidarité rurale a organisé dans tout le pays, à grand renfort de publicité sur la radio nationale, des barrages sur les routes pour bloquer les cars d'ouvriers. A Lodz toujours, à la fin de la manifestation, alors que les manifestants, dont un certain nombre était parti, s'engouffraient dans une rue étroite à proximité de la mairie, des fascistes ont fait une dangereuse provocation.

Cinq ou six jeunes, quelque peu éméchés et portant une petite banderole « A bas Miodowicz ! » (dirigeant de l'OPZZ), se tenaient à proximité de la manifestation en hurlant : « Oi, oi, oi », le cri de guerre favori des fascistes quand ils lancent leurs attaques terroristes. Les fascistes ont cherché à se frayer un chemin vers la mairie, et personne n'a cherché à les arrêter. Les camarades spartacistes ont cherché à organiser des manifestants et des militants de gauche pour, ensemble, les chasser et s'assurer qu'ils n'essaieraient plus de menacer une autre manifestation ouvrière. Mais les organisa-

teurs officiels de la manifestation ont fait preuve d'une passivité criminelle. Un membre du groupe stalinien Proletariat nous a même répondu que la police s'en occuperait !

Les fascistes sont un danger mortel pour le mouvement ouvrier. On ne doit pas les laisser se développer et recruter, sur la base du poison du nationalisme polonais, parmi la jeunesse désespérée. Ce dont nous avons besoin, ce sont d'actions de front unique se basant puissamment sur la classe ouvrière pour écraser les fascistes ! *Trybuna*, l'organe de l'ancienne direction stalinienne polonaise qui s'appelle maintenant social-démocrate (SdRP), a fait mention des attaques fascistes en caractérisant cette vermine de « petit groupe anti-manifestants » qui faisait moins de bruit que les manifestants eux-mêmes.

La direction traître stalinienne n'a aucune idée de comment combattre les fascistes, pas plus qu'elle n'a d'alternative au cours capitaliste de Solidarność. Les ouvriers ont besoin d'un réel parti révolutionnaire, la continuation du Parti bolchévique de Lénine et de Trotsky. Nous disons aux travailleurs les plus conscients : Nous devons forger un parti révolutionnaire léniniste-trotsky !

C'est ce sur quoi nous intervenons dans les manifestations de l'OPZZ, alors que la majorité de la « gauche » en Pologne boycotte ces manifestations par principe, parce qu'elle les considère comme stalinienne. Nous nous battons pour la résistance ouvrière contre les ravages de l'austérité capitaliste à travers toute l'Europe de l'Est.

Le Spartakusowska Grupa Polski est partie prenante d'une organisation léniniste-trotskyiste internationale et se bat pour l'internationalisme authentique. Aujourd'hui, les travailleurs en Allemagne orientale sont dans la rue contre les conséquences de l'Anschluss capitaliste et les ouvriers de Pologne et d'Union soviétique sont déjà en train de faire l'expérience de ce que voudra dire le marché capitaliste. Ils doivent se battre ensemble. Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers soviétiques, allemands et polonais !

## Le Pen...

Suite de la page 1

ment CGT) et internationaux, probablement quelque cent mille manifestants. Ils représentent une force, à la fois numérique et sociale, qui a le pouvoir de mettre en échec la provocation du FN. Si une puissante manifestation ouvrière de front unique – avec un imposant service d'ordre bien organisé et décidé – avait lieu ce jour-là sur les lieux mêmes où le FN a prévu de parader, le rassemblement lepéniste serait incapable de se tenir un seul instant. D'ailleurs, si le mouvement ouvrier organisé faisait enfin la preuve de sa détermination, il attirerait à une telle action, puissante et massive, tous ceux – «immigrés», «Beurs», Noirs, Juifs, homosexuels – qui se savent dans le collimateur des nerfs fascistes.

Malheureusement, il ne semble pas au moment où nous mettons sous presse que les directions du mouvement ouvrier bougeront même le petit doigt. C'est fort de cette passivité suicidaire que Le Pen a pu établir chaque 1<sup>er</sup> mai, depuis 1988, son annuelle démonstration de force antiouvrière sous le double sceau du «travail» et de la «patrie». Et les directions ouvrières réformistes s'inclinent encore et toujours! La seule «riposte» que peut envisager le PCF, ce sont de vaines protestations libérales et pacifiques qui appellent l'Etat bourgeois à «agir» contre les fascistes. Par ailleurs, le PCF appelle à l'arrêt de l'immigration et, dans les municipalités, il n'hésite pas non plus à chasser sur le terrain des fascistes. Mais c'est précisément le consensus anti-«immigrés» – allant jusqu'à la «gauche» (avec un PS qui a institutionnalisé une terreur d'Etat raciste) – qui a donné sa «respectabilité» à un Le Pen!

A ce jour, *l'Humanité* n'a même pas consacré un article à la manifestation fasciste du 1<sup>er</sup> mai, à l'image de la politique de l'autruche suivie par la direction du PCF. Mais ce n'est qu'un aveu de faiblesse, et c'est principalement dans la passivité et l'absence de volonté de lutte des directions ouvrières que les fascistes ont toujours puisé leur force.

Cette impuissance, c'est fondamentalement l'impuissance du réformisme. Avec leur politique front-populiste de collaboration de classes, les directions actuelles du mouvement ouvrier anesthésient les travailleurs et ne proposent que de gérer, au mieux aménager, ce système capitaliste en décomposition. Mais Le Pen recrute précisément ses électeurs et ses nerfs parmi les couches les plus arriérées, les plus racistes, de la petite-bourgeoisie et du prolétariat qui sont frappées de plein fouet par la crise économique du capitalisme et qui ont fait la longue expérience de l'incapacité des partis parlementaires traditionnels, aussi bien de droite que de «gauche», de leur offrir la moindre issue. Et lui fait montre de sa détermination.

Ces partis discrédités et cette «démocratie» parlementaire vermoulue et paralysée ne présentent plus que le spectacle grotesque et sordide des «affaires» et autres tripatoouillages de fin de règne. Du pain béni pour le FN. Et



En décembre 1981, à Rouen, une manifestation de front unique contre des provocations fascistes, organisée à l'initiative de la Ligue trotskyste et avec le soutien de plusieurs syndicats de la région, avait rassemblé plusieurs centaines de personnes.

c'est contre la «Ripublique» qu'il appelle ses troupes à «se défouler» le 1<sup>er</sup> mai: «[...] le moment du défoulement collectif est à l'horizon bleu-blanc-rouge du défilé de Jeanne d'Arc qui, ce 1<sup>er</sup> mai 1991, va permettre de renouer avec la Tradition des années d'avant-guerre où la droite nationale criait très fort contre les corrompus du moment» (*Ibid.*) Tout le programme du FN est dans cette sinistre référence aux ligues fascistes d'avant-guerre!

La lutte contre le FN est inextricablement liée à la lutte déterminée pour renverser ce capitalisme qui ne peut plus que vomir sa barbarie, symbolisée et concentrée dans le fascisme. Avec la récession qui frappe ce pays comme le reste du monde capitaliste, les destructions économiques continuent de plus belle. Sur l'autel de la défense du sacrosaint profit, ce sont plus de 200 000 travailleurs supplémentaires (et au premier chef «immigrés») qui, cette année, vont rejoindre les quelque trois millions de chômeurs. Rien que parmi les 35 premiers groupes français (Michelin, Renault, Bull, Thomson-CSF...), c'est à quelque 100 000 que se monte le total des «suppressions d'emploi» – sans compter le secteur public.

La précarité est devenue la règle (les 2/3 des emplois créés sont précaires). Par ailleurs, le pouvoir d'achat a partout baissé (perdant 15% dans la fonction publique depuis 1983) et, en dix ans, le nombre des smicards a doublé – sans parler de l'argent de poche versé en guise de salaires aux jeunes qui ont la chance d'avoir un emploi.

Non seulement les réformistes et la lutte syndicale ordinaire ne peuvent plus obtenir de réformes sociales, mais le capitalisme ne peut que s'attaquer aux anciennes. Le système de protection sociale est particulièrement visé. Les retraites font aujourd'hui l'objet d'une offensive, prudente mais décidée et destructrice, du gouvernement bourgeois Mitterrand-Rocard. Et c'est sous les

«années Mitterrand» que sont apparus, à l'ombre des pyramides du Louvre et de l'arche de la Défense, l'expression de «nouveaux pauvres» et les «restos du cœur»...

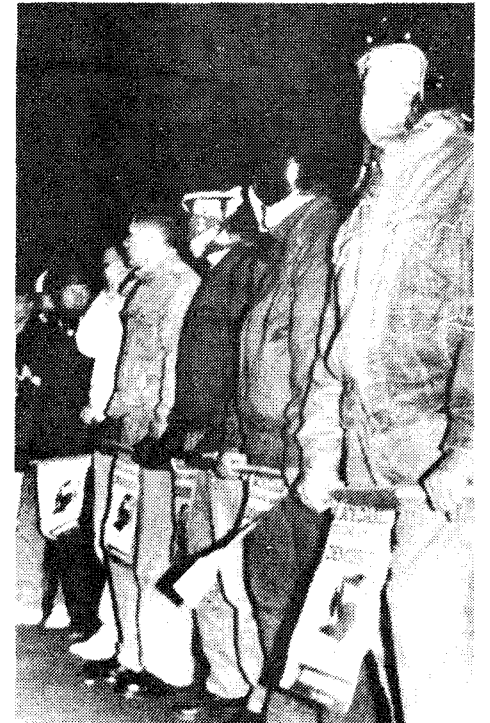
Pourtant, la volonté sourde de se battre existe. L'«effet Golfe», sur lequel Mitterrand comptait tant pour s'assurer la «paix sociale», a fait long feu. Ces dernières semaines, des grèves, pour la défense du salaire et de l'emploi, se sont succédées dans les banques, l'automobile, le transport aérien, à la SNCF. L'occupation à la Thomson de Brest est indicative de la combativité ouvrière. Une direction ouvrière lutte de classe chercherait à faire converger ces luttes et faire payer à la bourgeoisie et à ses laquais «socialistes» pour toutes ces années de chômage, de misère et de terreur raciste. *Pleins droits de citoyenneté pour les «immigrés» et leur famille! A bas la terreur et la ségrégation racistes! A travail égal, salaire égal! Augmentation massive des salaires! Echelles mobiles des salaires et des heures de travail!*

Mais ces grèves, sans lendemain, ont été maintenues isolées par les bureaucraties réformistes. Le dernier comité central du PCF a même vu la direction Marchais rappeler à l'ordre ses militants, en insistant que, malgré les «préventions» et «réticences» de ceux qui sont victimes de la politique gouvernementale, «il faut se prémunir contre toute attitude étroite, sectaire dans nos rangs» à l'égard de la social-démocratie au pouvoir (*l'Humanité*, 19 avril). Et d'entonner la rengaine éculée qu'il faut l'«action unie» pour «conduire les dirigeants socialistes à renoncer à leur politique de droite» – le tout au nom de l'«union des forces de gauche»! C'est cette politique de collaboration de classes qui est un obstacle aussi bien à la lutte contre les fascistes qu'à la riposte généralisée contre l'austérité – une contre-offensive qui nécessairement poserait la question du pouvoir. Il faut rompre avec Mitterrand!

A la différence des petits blancs de LO qui ferment scandaleusement les yeux aussi bien sur le danger fasciste que sur la terreur et la ségrégation racistes, la LCR s'inquiète de la recrudescence fasciste, mais c'est pour expliquer, dans la pire tradition des «fronts populaires antifascistes», que la riposte «ne peut provenir que d'un sursaut populaire, d'une mobilisation unie du mouvement ouvrier, des forces démocratiques et antiracistes» (*Rouge* n° 1442, 4 avril). Et de citer en guise de «riposte» l'Appel des 250, lancé par des personnalités et intellectuels, «fort [sic] des milliers de signatures recueillies depuis huit mois» et qui devra permettre de «préparer, dès que possible [sic], une grande manifestation nationale». Ils la «préparent» depuis... mai 1990! Voilà qui a de quoi faire trembler les fascistes! En fait, pour la direction de la

LCR, toute «mobilisation» anti-Le Pen doit déboucher sur un gouvernement bourgeois «de gauche» et, tout aussi fébrilement que la direction du PCF, elle guette une «gauche» du PS qui réaiguillerait la social-démocratie sur la voie de l'Union de la gauche. «La balle est, de ce point de vue, entre les mains de Chevènement», explique *Rouge* du 11 avril. Il est des capitulations qui font frémir!

Dans l'éditorial du dernier numéro de *l'Egalité* (avril), les JCR font le bilan – sans d'ailleurs parler des fascistes et de la terreur raciste – de dix ans de Mitterrand: «10 ans de trahison». (En fait, Mitterrand a principalement trahi les illusions de l'«extrême gauche», car jamais il n'avait promis autre chose que de gouverner pour la bourgeoisie!) Alors que l'éditorial dénonce les «partis de gauche» pour n'avoir été que «la roue de secours» de la bourgeoisie (et fait remonter cette politique au Front populaire des années 30), il évite soigneusement de se prononcer sur le vote Mitterrand, sur ce qui est la pierre de touche d'une opposition prolétarienne au front-populisme: le refus de voter pour un parti ouvrier membre d'une alliance de collaboration de classes. De plus, l'article offre pour toute alternative: «Pour empêcher le retour de la droite, il faut maintenant que les députés du PCF et du PS rompent avec la politique pro-CNPF de Mitterrand et Rocard. Il faut se débarrasser des Soisson, Durafour et Durieux, s'engager sur la voie d'un gouvernement au service de tous ceux qui souffrent



Paris, 27 mars – Les nerfs fascistes d'Action française marchent sur l'université de Jussieu. Leur cible: Georges Boudarel.

des inégalités et de l'injustice.» Qui peut réellement croire que c'est un Soisson qui dicte sa politique à Mitterrand? C'est finalement, qu'on le veuille ou non, entretenir des illusions sur la social-démocratie. Et, en fait, l'«alternative» des JCR reste totalement sur le terrain boueux du parlementarisme bourgeois.

Or, pas plus que la lutte contre les fascistes, la lutte pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie ne se jouera sur les bancs de l'Assemblée nationale. Mais dans les rues, dans les usines, par la mobilisation indépendante, extra-parlementaire, du prolétariat. C'est l'abc du marxisme, et c'est la seule voie pour instaurer un gouvernement ouvrier. Comme l'explique le *Programme de transition*, la tâche des révolutionnaires est, à chaque moment de la lutte des classes, de mettre «en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. [...] la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.» La question clé est de construire le parti qui dirigera ces mobilisations jusqu'à la victoire. ■

### Meeting de la Ligue trotskyste

#### Comment vaincre le fascisme

1<sup>er</sup> mai à 19h30

Mobilisations ouvrières/«immigrées» basées sur les syndicats pour écraser les fascistes!

Pleins droits de citoyenneté pour les «immigrés»!

27, avenue de Choisy, Paris  
Métro: Porte de Choisy

# LO et la question coloniale

*Quel est le lien entre la lutte pour la démocratie et la libération nationale et d'un autre côté la lutte pour le socialisme? Cette question, qui est d'une importance capitale pour toutes les nations qui n'ont pas accompli leur révolution bourgeoise, ne peut être éclaircie qu'en étudiant l'expérience de la Révolution russe.*

*La conception menchévique enchaînait le prolétariat au char de la bourgeoisie libérale que la victoire de la révolution bourgeoise devait mettre au pouvoir. La conception de la révolution permanente, défendue par Trotsky, affirmait que dans les pays à développement bourgeois retardataire, comme l'était la Russie tsariste, «la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie [...]». Dès la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait confrontée à la fois aux tâches démocratiques et aux tâches socialistes. La paysannerie ne serait pas une force indépendante, mais devrait suivre ou la bourgeoisie ou le prolétariat. La prise du pouvoir par le prolétariat russe provoquerait l'extension de la révolution à l'Ouest, protégeant ainsi la Russie de la restauration bourgeoise et lui fournissant les ressources nécessaires à son développement socialiste.*

*L'histoire démontra la justesse de la position de Trotsky, et Lénine devait faire sienne en avril 1917 ce qui est toujours la seule stratégie juste pour la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Les deux tâches intimement liées que sont la construction de partis révolutionnaires dans les métropoles impérialistes et dans les pays colonisés ou semi-colonisés sont celles des trotskystes authentiques, ceux de la Ligue communiste internationale.*

*Nous reproduisons ci-dessous le texte du tract distribué par la Ligue trotskyste au «Cercle Léon Trotsky» de LO du 8 mars.*

LO a choisi pour sujet de son Cercle Léon Trotsky «La gauche et les guerres coloniales». Après tant d'autres massacres perpétrés depuis l'Indochine jusqu'à l'Algérie, la guerre néo-coloniale contre l'Irak vient de confirmer combien la «gauche» – aussi bien le PS, côté guerre, que le PCF, côté «pacifiste» – fondamentalement défend les intérêts de l'impérialisme français.

Mais la question coloniale agit également comme un impitoyable révélateur de la nature réelle des organisations qui se prétendent révolutionnaires. Le CLT de ce soir offre une occasion d'examiner, à la lumière de cette question décisive, les prétentions trotskystes de LO.

## Comment LO a «défendu» l'Irak

La dernière conférence de LO s'est affirmée pour la défaite des impérialistes face à l'Irak. Cette prise de position vient après une série d'autres où, de l'Afghanistan à la Pologne, c'est plutôt aux côtés des impérialistes que la direction de LO s'est rangée – contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Que l'on se souvienne de la position honteuse prise par la direction de LO en 1986, en pleine guerre froide, lors du raid américain contre la Libye. Alors, elle s'était pressée de refuser de défendre cet Etat client de l'URSS, en le renvoyant dos à dos avec l'agresseur impérialiste.

Les militants de LO auront quand même dû attendre plusieurs semaines pour que la direction de LO (qui cette fois n'avait pas à s'inquiéter de se retrouver aux côtés de l'URSS puisque Gorbatchev a trahi son Etat client!) se décide finalement à se dire pour la défaite des impérialistes dans le Golfe, une position somme toute assez élémentaire. Dès le

début, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) s'est prononcée sans hésitation aucune pour la défaite des Bush et Mitterrand et la défense révolutionnaire de l'Irak; en conséquence, nous avons appelé à des luttes de classe, ici et au Moyen-Orient, pour chasser les troupes impérialistes et



En avril 1986, capitulant devant la campagne «antiterroriste», LO mettait sur le même pied l'impérialisme et la Libye attaquée par les bombardiers américains.

pour briser le blocus puis la guerre directe contre l'Irak, et ce partout où, avec nos forces limitées, nous pouvons intervenir.

L'activité quotidienne de LO, telle qu'elle est reflétée dans son hebdomadaire et dans ses «feuilles de boîte», a été à cent lieues, non seulement d'une politique internationaliste, mais aussi du programme dont la direction de LO se réclame en paroles. Dans les faits (et là est le véritable programme d'une organisation), la propagande antiguerre de LO a principalement oscillé entre un soutien platonique au peuple irakien et un pacifisme qui ne se différencie du pacifisme petit-bourgeois traditionnel que par son insistance sur le «coût de la guerre». Et dans les manifestations contre la guerre, LO se distinguait à peine par ses mots d'ordre du bloc de collaboration de classes «antiguerre» que le PCF a cherché à construire autour de l'«Appel des 75». Nous, au contraire, avons cherché à constituer lors de ces manifestations un pôle anti-impérialiste – autour des mots d'ordre «Défense de l'Irak contre les impérialistes!» et «Que les Mitterrand et Bush coulent dans le Golfe!» – donnant un axe de classe aux réels sentiments pacifistes des masses, et tout particulièrement des «immigrés» et Beurs.

Marseille, Chambéry, Fos : en bloquant temporairement l'acheminement du matériel de guerre, les travailleurs ont montré – même si ces actions ont été isolées et entravées par le cadre social-chauvin imposé par les directions – que des grèves politiques contre la guerre étaient non seulement décisives mais possibles. LO se vante de son implantation dans les «boîtes» – elle en a même fait un substitut à la nécessaire lutte sur le programme révolutionnaire mais qu'a-t-elle fait sur ce qui était l'axe central d'une intervention internationaliste dans la classe ouvrière? La lecture de *Lutte Ouvrière*, censée rendre compte de son activité dans les «boîtes», nous en donne la réponse : une totale faillite.

*Lutte Ouvrière* a certes relaté – et avec sympathie – les actions ouvrières de Fos ou Chambéry, mais elle ne s'en est pas emparée pour marteler l'idée de la nécessité de grèves contre la guerre. Le rôle des révolutionnaires est justement de faire une propagande inlassable sur les tâches que la situation politique rend indispensables, et ce quel que soit l'état d'esprit des «masses», et de chercher à organiser des actions exemplaires. Au

contraire, LO camoufle son rejet du programme révolutionnaire derrière la conscience de «l'ouvrier du rang», tout comme ces économistes pourfendus par Lénine dans sa polémique toujours d'actualité *Que faire?* Leur credo était : «La lutte est désirable si elle est possible; est possible celle qui se livre en ce moment.»

Le camarade Lénine en tirait la conclusion, qui va comme un gant à LO, que «c'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité».

## LO et la Guerre d'Algérie

La guerre froide antisoviétique s'ajoutant à une dizaine d'années de front populaire antiouvrier (auquel LO a donné un soutien critique – cf. son mot d'ordre de 1981 : «Votez Mitterrand sans illusion mais sans réserve») ont poussé bien à droite LO. Mais dès sa fondation, en 1956, l'opportunisme économiste caractérise déjà l'organisation (qui sera connue sous le nom de Voix ouvrière) d'où est directement issue LO. (Il faudrait dire plus exactement refondation, cette organisation, qui avait scissionné, en France, de la IV<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky



Alors que les masses algériennes luttait pour leur libération, VO se plaignait du «coût» de la sale guerre... pour les travailleurs français.

sur une base ouvriériste, ayant disparu quelques années après la Deuxième Guerre mondiale.)

Alors, le peuple algérien mène une lutte armée de libération nationale contre un impérialisme français bien décidé à l'écraser dans le sang. Les «ancêtres» de LO ne se battent ni pour la défaite de leur impérialisme ni pour la victoire militaire des indépendantistes algériens. En général, ils expriment même une inquiétante insensibilité à l'oppression nationale subie par le peuple algérien. Comme le dit un édit de la «feuille de boîte» du 12 février 1957, «il n'y a pas

des Algériens et des Français, il y a des travailleurs et des exploités.»

Le n°2 du *Lutte de classe* d'alors (2 décembre 1956), qui fait plus ou moins office de «journal» politique, écrit : «Le retrait du corps expéditionnaire d'Algérie, le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes, viennent en tête de toutes les revendications, car [!] cette guerre en est arrivée à un point où sa poursuite entraîne automatiquement une forte baisse du niveau de vie de la classe ouvrière métropolitaine.» Nous attirons votre attention sur le «car» – tout l'anti-internationalisme de LO est là. Par ailleurs, revendiquer «le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes» n'implique aucunement être en faveur de l'exercice d'un tel droit – c'est-à-dire l'indépendance. Or, pour Lénine, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie dans les colonies que les révolutionnaires doivent, dans les métropoles impérialistes, «revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies» («La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», *Oeuvres*, tome 22). Sinon, c'est se placer dans le cadre français. Et c'est ce que fait effectivement Voix ouvrière (VO).

Ainsi, dans son n°5 (8 janvier 1957), *Lutte de classe* explique : «Le prolétariat français n'a aucun intérêt à la poursuite de cette guerre, qui d'une part ruine le pays [!] et de l'autre aboutit à priver l'économie française des ressources algériennes [!]. Et l'on sait que la France ne peut guère se passer des autres. Lui seul peut en arrachant les usines des mains de leurs maîtres les faire tourner dans l'intérêt de tous, français comme musulmans, et non pour la recherche du profit. C'est en quoi [!] les travailleurs français se doivent de soutenir la lutte du peuple algérien pour son indépendance, car cette lutte se mène contre les mêmes ennemis [...]. C'est en supprimant le capitalisme en France que nous pourrions offrir au peuple algérien un libre échange de biens sans exploitation ni domination.» Vous avez là une version

«socialiste» de la très chauvine «Union française», chère à l'époque au PCF prônant – du point de vue des intérêts de la France – une alliance entre les peuples coloniaux et la métropole «démocratisée». A l'appui, citons la revue théorique du PCF *les Cahiers du communisme* n°1-2 (janvier-février 1956) : «Seule une véritable politique de gauche peut [...] arrêter la guerre et aboutir à une Union faisant droit aux légitimes aspirations à la liberté et à l'indépendance des peuples d'Outre-mer et garantissant les intérêts de la France, qui ne sont pas ceux des colo-

Nous reproduisons ci-dessous la première partie d'un article paru dans le n° 2 de Black History and the Class Struggle, revue de nos camarades américains. Le combat pour la libération des Noirs américains suscite aujourd'hui l'intérêt de certains des fils et filles des «immigrés» maghrébins et africains, confrontés eux aussi à un système de terreur et de ségrégation raciste institutionnalisées. Malcolm X avait compris que ce système d'oppression raciste organisé et maintenu par la bourgeoisie impérialiste ne pouvait pas être réformé et devait être brisé. Cependant, il resta jusqu'au bout étranger à la conception marxiste que la seule force qui a la puissance nécessaire pour accomplir cette tâche est la classe ouvrière multiethnique, luttant pour le pouvoir sous la direction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, où les communistes noirs joueront un rôle clé.

### Première partie

«Malcolm représentait notre humanité, notre humanité noire vivante! C'est ce qu'il représentait pour son peuple. Et en l'honorant, nous honorons le meilleur de nous-mêmes [...].»

— Ossie Davis, 27 février 1965

Il y a dix-neuf ans, l'homme noir le plus admiré et le plus respecté de tous, le plus haï et le plus craint de sa génération était assassiné alors qu'il prononçait un discours à l'Audubon Ballroom, à Harlem. Lénine a un jour fait remarquer que pendant la vie et le combat d'un révolutionnaire, la classe des oppresseurs le persécute, le traque, le diffame, fait circuler les calomnies les plus viles à son sujet. Mais parfois, après sa mort, on cherche à s'approprier sa mémoire, à le décrire, même s'il s'était fourvoyé, comme un homme de bonnes intentions, un homme de bien. Les mêmes gens qui l'attaquaient sauvagement quand il était en vie portent maintenant le deuil et regrettent cette «grande perte pour le mouvement». C'est en quelque sorte ce qui est en train d'arriver à Malcolm X.

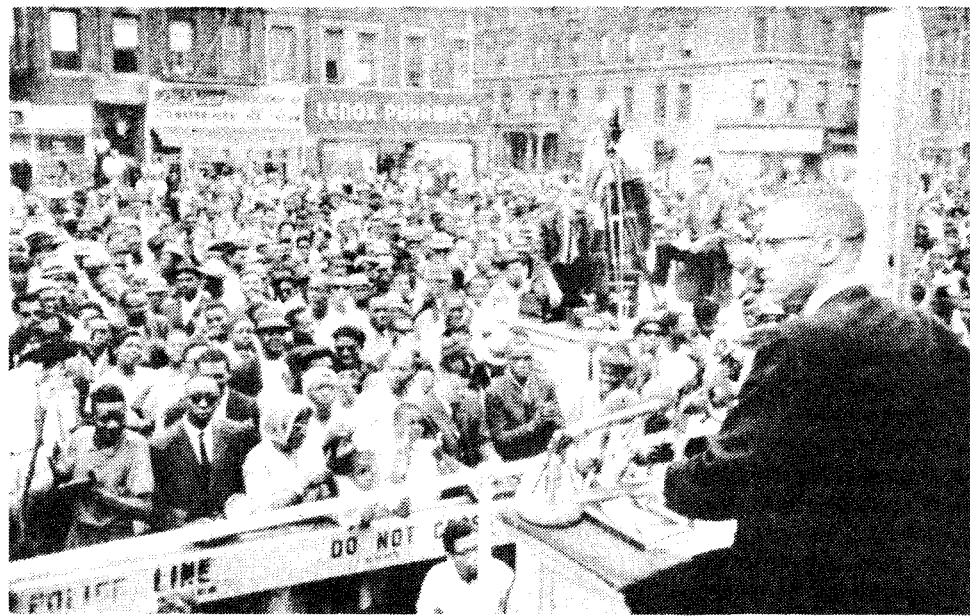
Les dirigeants blancs de ce pays haïssaient Malcolm X et ont réagi à sa mort violente avec une jubilation malveillante non dissimulée. Le directeur de l'officielle United States Information Agency, Carl Rowan (un Noir), traitait Malcolm X avec mépris, le qualifiant d'«ex-condamné, ex-dealer converti en fanatique racial». La nécrologie du journal libéral *New York Times* du 22 février 1965 le dénigrait: «un homme extraordinaire à l'esprit tordu, faisant de dons réels et nombreux un usage diabolique.» Elle poursuivait: «[...] sa croyance brutale et fanatique dans la violence, non seulement l'a mis à l'écart des dirigeants responsables du mouvement des droits civiques et de l'immense majorité des Noirs, mais elle l'a aussi désigné à la célébrité et à une fin violente.» Autrement dit, ils pensent qu'il n'a eu que ce qu'il méritait.

Il va sans dire que les dirigeants «responsables» des droits civiques se sont joints à l'hystérie de la classe dirigeante contre Malcolm X et les Black Muslims. Martin Luther King déclarait que la conception de ces derniers «frôlait une nouvelle sorte de haine raciale et une inconsciente revendication de la violence». Malcolm X renvoya le compliment en dénigrant Martin Luther King comme un «Oncle Tom du vingtième siècle» dont la préoccupation première est de défendre «l'homme blanc».

Cependant, depuis quelque temps, on cherche à identifier Malcolm X aux dirigeants noirs «respectables» qu'il méprisait. Un des plus méprisables du lot est Bayard Rustin, cette sorte de «socialiste» incliné à être financé par la CIA. En 1963, Bayard Rustin était l'organisateur principal de la Marche sur Washington, que Malcolm X avait rebaptisée «farce de Washington». Pourtant, peu de temps après l'assassinat de Malcolm X, Bayard Rustin prétendait que «Malcolm se dirigeait vers le courant dominant du mouvement des droits civiques quand sa vie fut courtée» (*Down the line*, [1970]). Les

morts ne peuvent pas protester. La ligne de Bayard Rustin a été reprise par d'autres faussaires réformistes. Au rassemblement du 27 août dernier [1983] (en réalité une réunion de prières en faveur du parti Démocrate) pour commémorer la marche de 1963 sur Washington, le Workers World Party de Sam Marcy portait une banderole montrant Martin Luther King et Malcolm X ensemble. Le Socialist Workers Party de Jack Barnes reproduisit des discours de Malcolm X et de Martin Luther King dans son journal, le *Militant*, mais pas l'attaque cinglante de Malcolm X à propos de la marche de 63 et les «rêves» béats de Martin Luther King. Aujourd'hui, le nom de Malcolm X est prostitué au service du libéralisme du parti Démocrate, que le vrai Malcolm X a combattu jusqu'à la fin de toute la force de son extraordinaire personnalité.

Malcolm X a été la voix du militantisme noir à un moment critique de l'histoire contemporaine américaine. Son



Malcolm X, celui qui disait la vérité à l'Amérique noire, parlant à un rassemblement de masse à Harlem.

importance et l'écho qu'il a trouvé résident, en particulier, dans son opposition intransigeante aux «dirigeants» noirs marionnettes des Blancs», comme il les appelait. Martin Luther King disait au monde que les Noirs aimaient leur oppresseur blanc et répondraient aux attentats et passages à tabac racistes par le pardon chrétien. Il espérait ainsi culpabiliser l'establishment libéral, blanc, du Nord et, en démontrant la supériorité morale des Noirs sur les tueurs du Ku Klux Klan et ses amis confédérés tels que George Wallace et Bull Connor, le pousser à s'opposer au système raciste du Sud. L'idée que les Noirs devaient prouver au «bon maître blanc» qu'ils étaient gens paisibles et chrétiens craignant Dieu révoltait Malcolm X jusqu'au plus profond de son être. C'était dégradant. Comme un mouton qui rappellerait au loup l'heure du dîner. Malcolm X tranchait dans le boniment papelard et l'hypocrisie traîne-savates des dirigeants noirs «respectables» comme un couteau ai-

guisé dans une motte de beurre: «Au temps de l'esclavage, Oncle Tom empêchait les Noirs de lutter contre les limiers et le Ku Klux Klan, et les persuadait d'aimer leurs ennemis, de prier pour ceux qui les traitaient avec mépris. Aujourd'hui Martin Luther King est tout simplement un Oncle Tom du vingtième siècle ou un Oncle Tom ecclésiastique qui s'efforce d'empêcher les Noirs de se défendre. [...] mais la masse noire n'accepte pas ce que Martin Luther King veut lui donner.» (In Louis E. Lomax, *les Black Muslims*, 1964). Quelques mois après que Malcolm X eut prononcé ses mots, Harlem vivait la première d'une série d'explosions des ghettos qui allait secouer l'Amérique raciste blanche.

Malcolm X était la voix de la colère de ces ghettos noirs. Il parlait pour les masses en colère et désespérées des ghettos parce qu'il avait été un des leurs. Quand il parlait de l'enfer que l'oppresseur blanc avait créé pour les Noirs en

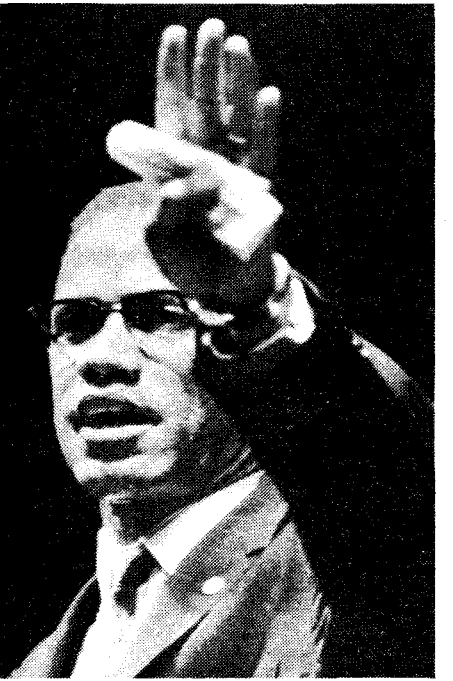
l'expérience classique des foyers d'adoption et des maisons de redressement.

Adolescent, Malcolm X a fait des petits boulots sans avenir (cireur de chaussures dans un dancing, homme-sandwich dans les trains), puis s'est retrouvé à Harlem, où il s'est livré à toutes sortes de petits trafics sous le sobriquet de Detroit Red. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il a exercé un moment comme rabatteur pour une maquerelle de Harlem qui opérait dans le sexe spécial. Sa clientèle venait presque exclusivement des échelons supérieurs de la société blanche: «Ce n'étaient pas des étudiants de l'Ivy League, c'étaient leurs pères, voire leurs grands-pères. Des personnalités mondaines. Des hommes politiques de toute première grandeur. Des magnats. Des gens influents de passage à New York» (*L'Autobiographie de Malcolm X*, 1966).

Vingt ans plus tard, Detroit Red, devenu Malcolm X, fustigera la classe dirigeante blanche quand ses porte-parole parleront d'«immoralité» des Noirs des ghettos.

Detroit Red se fera prendre en 1946 pour avoir dirigé un réseau de cambrioleurs dans la région de Boston. Il aurait pu s'en sortir avec une peine légère, mais il y avait mêlé quelques femmes blanches de la haute société de Cambridge, qui aimaient à s'encanailler avec le milieu lumpen noir: «Personne ne s'intéressait aux cambriolages. Tout ce qu'ils voyaient, c'est que nous avions pris des femmes qui appartenaient aux Blancs [...]. Je devais par la suite en apprendre davantage sur les Blancs. J'appris, entre autres, qu'on condamnait les cambrioleurs à deux ans quand c'était pour la première fois. Mais nous ne devions pas nous en tirer à si bon compte. Pas nous. Pas pour notre crime» [souligné dans l'original] (*Ibid.*)

Malcolm X sera condamné à dix ans et en fera sept. Il était généralement si hargneux que ses compagnons de cellule le surnommeront Satan. Puis Satan se convertit soudain à la Nation of Islam. Un frère et une sœur de Malcolm X l'avait introduit à «la religion naturelle de l'homme noir». La Nation of Islam d'Elijah Muhammad était née à Detroit au début des années 30, dans le même terreau social qui avait produit le garveyisme: la paysannerie noire et déracinée du Sud jetée dans les ghettos du Nord dans des conditions de désespérance économique. C'était une secte religieuse caractéristique des opprimés, promettant une rédemption de l'apocalypse: «Et le dernier sera le premier.» Elle enseignait que les Noirs américains étaient à l'origine des membres de la tribu perdue de Shabazz, volés par des marchands d'esclaves dans la ville sainte de La Mecque. La race originelle de l'humanité était noire. Mais il y a 6 000 ans, le savant à grosse tête, Yacub, se rebellant contre Allah, créa l'homme blanc («le démon aux yeux bleus») par une série de manipulations démoniaques. L'homme blanc fut voué à soumettre et à opprimer l'homme noir pendant 6 000



Gordon Parks

ans. Maintenant, le règne de l'homme blanc touchait à sa fin, sa chute étant annoncée par la Première Guerre mondiale.

Bien que la Nation of Islam considérât que l'homme blanc était l'incarnation de tous les maux, la secte était par principe opposée à toute lutte contre l'oppression raciste. Elijah Muhammad ordonnait à ses disciples de respecter les autorités en place et de ne pas s'attirer d'ennuis avec la loi de l'homme blanc. Certaines autorités pénitentiaires voyaient d'un bon œil des détenus noirs se convertir à la Nation of Islam parce que les Black Muslims exigeaient une abstinence totale d'héroïne, une rupture avec le milieu lumpen de la petite délinquance liée à la vie dans les ghettos et insistaient sur l'alphabétisation et l'autoéducation.

La conversion de Malcolm X s'accompagna d'une transformation intellectuelle totale. Il devint un lecteur vorace, au point d'en abîmer ses yeux. Il lisait tout ce qui lui tombait sous la main, mais se concentrait sur l'histoire mondiale. Ce qu'il lut sur la colonisation européenne de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques confirmait dans son esprit l'enseignement d'Elijah Muhammad : l'homme blanc était un démon créé pour opprimer les Noirs du monde. Cependant, des années plus tard, l'énorme intérêt de Malcolm X pour l'histoire et la politique mondiale servirent de pont entre le sectarisme religieux séparatiste et le radicalisme politique.

Placé en liberté conditionnelle, en 1952, Malcolm X se rendit à Detroit, où il devint un membre actif de la Nation of Islam. Devenu rapidement un responsable, il fut désigné en 1954 comme pasteur du Temple n° 7 à Harlem. Il en fit une des congrégations les plus respectées et florissantes de la secte.

Homme de volonté et de conviction, Malcolm X était doté d'un autre trait de caractère qui frappait la plupart de ceux qui le rencontraient : il était pourvu d'une grande largeur d'esprit. Il considérait avec sérieux les opinions et arguments des autres, si éloignés fussent-ils des siens. Cela faisait partie de sa soif insatiable de connaissance et de compréhension.

### Malcolm X et les militants des droits civiques

La Nation of Islam d'Elijah Muhammad existait depuis plus d'un quart de siècle, rassemblant quelques milliers de sympathisants mais ne suscitait pas de réel intérêt parmi les Noirs politiquement actifs. Au début des années 60, au plus fort du mouvement des droits civiques, l'Amérique noire, et, dans une moindre mesure, l'Amérique blanche prirent soudain conscience des Black Muslims. Pourquoi ? Martin Luther King et la Southern Christian Leadership Conference (SCLC) politisaient la religion dans la commu-

nauté noire. Dans les églises chrétiennes noires, la tendance était à l'identification étroite avec l'establishment libéral du Nord, en particulier par un soutien à l'administration Kennedy-Johnson.

La Nation of Islam avait toujours eu comme un de ses principes de base de considérer que le prédicateur chrétien noir était le principal instrument de l'homme blanc pour maintenir les Noirs dans la soumission. Elijah Muhammad voulait simplement dire par là que le christianisme empêchait les masses noires de découvrir « la religion naturelle de l'homme noir ». Mais avec la montée du mouvement des droits civiques dirigé par la SCLC, la condamnation de la soumission chrétienne par les Black Muslims était perçue d'une autre manière, c'est-à-

pourtant, toutes les raisons de le faire, moralement et politiquement, dans la meilleure tradition démocratique! [...] Le miracle c'est que les "leaders" noirs (ces marionnettes du Blanc), les pasteurs noirs du Blanc, ces Noirs instruits, croulant sous les diplômes, aient réussi à tenir les masses tranquilles jusqu'à présent! » [souligné dans l'original] (*L'Autobiographie de Malcolm X*). Quelques années plus tard, ce genre d'idées étaient devenues banales parmi les Noirs et les Blancs radicalisés. Mais au début des années 60, Martin Luther King était sacro-saint et personne d'autre - vraiment personne - ne disait ces choses-là.

Mais on pourrait légitimement se demander : qu'en est-il de la gauche, de ces groupes prétendant être marxistes et

dicté par Martin Luther King et Bayard Rustin eux-mêmes.

Quelques mois plus tard, on vit d'une manière encore plus spectaculaire la différence entre Malcolm X, adversaire courageux de la classe dirigeante américaine, et ses lâches courtisans du SWP. Aucun propos, passé ou futur, de Malcolm X n'enragea autant l'Amérique libérale blanche que la réflexion qu'il fit à propos de l'assassinat de Kennedy. Il déclara : « On ne récolte que ce qu'on a semé » et ajouta avec un clin d'œil : « étant moi-même un ancien garçon de ferme, cela ne m'a jamais attristé, mais m'a toujours réjoui. » Les médias, l'establishment libéral, les dirigeants des droits civiques, tous ont cloué au pilori Malcolm X pour s'être - oh abomination! - « moqué » de la mort de « notre président bien aimé ». Elijah Muhammad profita de la fureur créée par le discours de Malcolm X pour suspendre les prises de parole publiques de son lieutenant beaucoup trop célèbre et controversé.

Personne ne peut accuser le SWP de s'être « moqué » de la mort du commandant en chef impérialiste Kennedy. Le secrétaire national du parti, Farrell Dobbs, envoya un télégramme de condoléances à la veuve Kennedy. Le SWP ne s'est pas seulement incliné devant la robe de deuil de Jacqueline Kennedy, il a aussi essayé de s'abriter derrière la robe noire du juge de la Cour suprême Earl Warren. Le *Militant* du 2 décembre 1963 titrait en première page « Au cœur de la crise, s'élevaient des voix de la raison » et reprenait en gros caractères la déclaration angoissée du juge Warren : « Si nous aimons réellement ce pays, nous devons abjurer la haine. » Il n'est pas étonnant que nombre de militants noirs voyaient le SWP, si tant est qu'ils y aient prêté attention, comme une bande de dégonflés indignes de cirer les chaussures de Malcolm X.

La dégénérescence droitière du SWP, en particulier son révisionnisme théorique avoué sur la question cubaine et son abstentionnisme et opportunisme vis-à-vis du mouvement noir aux Etats-Unis mêmes, suscita l'émergence d'une opposition de gauche, la Revolutionary Tendency - dont sont issues la Spartacist League et la Spartacus Youth League actuelles. Malcolm X parlait pour les militants noirs quand il déclarait : « Nous sommes prêts à lutter et à mourir pour défendre nos vies. » Comme Malcolm X, nous dénonçons le « tendez-l'autre-joue » pacifiste et la déviance de Martin Luther King vis-à-vis du gouvernement fédéral et nous appelions à l'autodéfense armée, organisée contre la terreur raciste. Une motion présentée, en 1963, par la Revolutionary Tendency dans l'organisation de jeunesse du SWP, la Young Socialist Alliance (YSA) disait : « Dans le Sud, nos revendications générales doivent être : a) Pour des mouvements d'autodéfense organisés dans les villes du Sud - pour les tactiques de Robert F. Williams [un ex-Marine noir qui avait organisé l'autodéfense armée pour protéger le mouvement des droits civiques à Monroe, en Caroline du Nord] ; contre l'intervention des troupes fédérales, qui soutiennent toujours le statu quo. b) Contre la discrimination dans les syndicats et les industries - en particulier les sociétés qui reçoivent des subventions ou des contrats gouvernementaux. c) Pour des campagnes de syndicalisation. d) Pour une organisation politique indépendante - donner un sens à l'inscription sur les listes électorales » (« The Negro Struggle and the Crisis of Leadership », *YSA Discussion Bulletin*, vol. 7, n° 5, août 1963).

Cependant, le SWP refusa de confronter les courants radicaux noirs, couvrant son abstentionnisme couard avec une perspective de « bi-avant-gardisme ». Ce faisant, le SWP se redéfinissait implicitement comme un « parti de Blancs » dont la seule contribution à la lutte des Noirs serait de s'enthousiasmer pour « tout ce

Suite page 11

La lutte contre le système de ségrégation dans le Sud a balayé l'Amérique noire. Les Black Muslims séparatistes n'ont pas participé à ces luttes.



dire comme une critique politique du libéralisme pacifiste de Martin Luther King et de ses liens avec la classe dirigeante blanche. Par exemple, en 1959, Elijah Muhammad invectivait : « Vous craignez et aimez (les chrétiens blancs), bien qu'ils vous déshonorent et vous tuent - depuis ces pasteurs de la religion d'esclavage jusqu'à l'homme humble, ignorant, dans la boue » (cité dans C. Eric Lincoln, *The Black Muslims in America*, 1961). Nombre de militants noirs, qui se fichaient pas mal de la tribu perdue de Shabazz, pouvaient cependant se reconnaître dans ce jugement. Dans les années qui suivirent, ce sentiment devint de plus en plus répandu.

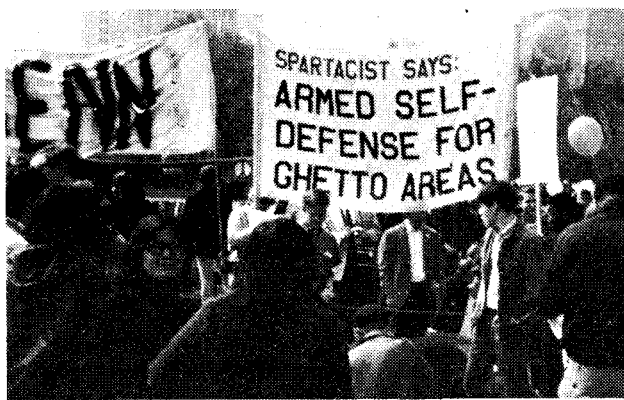
Si Elijah Muhammad continuait à affirmer la nature religieuse de la secte, ce n'était pas le cas de Malcolm X. Au contraire, il attaqua les dirigeants noirs « respectables » avec une force et un mordant inconnus jusque-là : « Le miracle accompli par le christianisme américain c'est que le Noir n'a pas recouru à la violence, que vingt-deux millions de Noirs ne se soient pas insurgés contre l'oppression, oui, c'est un miracle. Ils auraient eu,

léninistes ? Ne dénonçaient-ils pas, eux aussi, le libéralisme pacifiste de Martin Luther King et sa subordination à la Maison Blanche de Kennedy ? Eh bien non ! Le Parti communiste pro-Moscou (PC) se hâta de prendre la défense de Martin Luther King contre l'attaque des Black Muslims : « Il n'est nullement nécessaire d'être d'accord avec la théorie du Dr Martin Luther King, (« Tu aimeras ton ennemi ») pour reconnaître la grande contribution que lui et ceux qui le suivent ont en train d'apporter à la lutte pour la liberté. Mais plutôt que de se joindre à lui dans ces grandes luttes, la presse incendiaire des Black Muslims en a fait un bouc émissaire » (Claude Lightfoot, « Negro Nationalism and Black Muslims », *Political Affairs*, juillet 1962).

Faisant preuve d'une mentalité stalinienne typique, Lightfoot, porte-parole noir du PC, non seulement condamnait les Black Muslims pour leur opposition à la « coalition anti-monopole » avec les Démocrates de Kennedy, mais donnait aussi à entendre qu'« il y a maintenant des preuves qu'ils travaillent avec des forces fascistes d'extrême droite. » Il n'y avait rien de surprenant à ce que le PC depuis longtemps réformiste se joigne à la campagne de haine des libéraux contre les Black Muslims.

Mais que faisait l'organisation so-disant trotskyste Socialist Workers Party (SWP) ? Dès le début des années 60, le SWP était devenu un parti centriste se déplaçant rapidement à droite. Ses appétits opportunistes apparaissaient clairement et grossièrement quand il s'agissait du mouvement noir. Le SWP se fit le plus empressé des courtisans de Malcolm X (des pages et des pages du *Militant* étaient consacrées à ses discours), tout en étant simultanément à la remorque des dirigeants noirs « respectables » autour de Martin Luther King ! Examinons la marche sur Washington de 1963 qui fut organisée avec finalement l'approbation de la Maison Blanche de Kennedy. La veille au soir, Malcolm X convoquait une conférence de presse pour la dénoncer comme n'étant rien d'autre qu'un cirque, un pique-nique. La ligne du SWP était pour le moins différente. Le *Militant* du 5 août 1963 titrait en gros caractères : « Tous à la marche sur Washington pour l'emploi et la liberté ! » Ce titre aurait pu être

Le combat pour le droit à l'autodéfense armée et organisée a été et reste une revendication essentielle du programme de nos camarades de « Spartacist » pour la libération des Noirs.



1964 - Le rédacteur en chef de « Spartacist », James Robertson, s'adresse à un rassemblement de front unique appelé par le Solidarity Committee de Harlem pour défendre les masses noires contre les émeutes policières.

## LO...

Suite de la page 5

nialistes. » C'est un euphémisme de dire que VO capitulait au PCF et à la conscience arriérée qu'il donnait à la classe ouvrière sur la Guerre d'Algérie !

Le soi-disant soutien de VO à « la lutte du peuple algérien pour son indépendance », donné à travers l'étroite lunette du travailleur français moyen, s'est traduit avant tout, dans les « feuilles de boîte » de la même époque, par une débauche de jérémiades sur « la guerre qui nous coûte cher ». De temps en temps on parle bien de la répression colonialiste en Algérie, de temps en temps on parle aussi de solidarité – abstraite – avec le peuple algérien, mais la seule et unique perspective qu'avance jusqu'en 1960 VO, c'est la lutte économique des travailleurs français. L'éditorial du 24 avril 1957, intitulé « Nous ne paierons pas la guerre d'Algérie » (un titre qui concentre tout l'« internationalisme » made in VO !), résume bien cette politique : « Nous pouvons nous battre pour défendre notre niveau de vie. C'est seulement si nous nous laissons appauvrir un peu plus que Mollet [le chef « socialiste » du gouvernement] pourra continuer la guerre. C'est notre seul moyen de pression, mais c'est aussi le plus efficace : refuser de faire les frais de la guerre, refuser de payer. »

Pas besoin de faire de la propagande internationaliste pour la défaite de l'impérialisme français et pour l'indépendance de l'Algérie, pas besoin d'appeler à des grèves politiques contre la sale guerre – les grèves économiques suffiront à arrêter la guerre ! L'adaptation à la conscience arriérée du « travailleur du rang » ouvre le chemin à une capitulation devant l'impérialisme français. Contre VO, citons à nouveau Lénine qui, dans *Que faire ?*, insiste que les révolutionnaires « ne peuvent se limiter à la lutte économique [...]. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique. [...] tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. [...] le trade-unionisme [économisme], c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. »

C'est seulement en octobre 1960 qu'un édit de *Voix ouvrière* avance la perspective d'actions ouvrières contre la guerre. C'est que cette guerre est devenue largement impopulaire. Il y a les prises de position tonitruantes d'intellectuels, les manifestations d'étudiants. Et la CGT elle-même appelle à une heure de grève contre la guerre pour le 27 octobre. En fait, le « tournant » de VO n'est qu'une confirmation du credo économiste, dénoncé par Lénine, comme quoi la seule lutte désirable est celle qui est possible.

Il faudra attendre la prise du pouvoir par de Gaulle pour qu'une « feuille de boîte » se prononce, le 9 juin 1958, pour l'indépendance que, nous explique VO, de Gaulle finira d'une façon ou d'une autre par accorder : « Egalité des droits, accession à la fonction publique, élections à un collège unique, tout cela, promis par de Gaulle à la population musulmane d'Algérie, conduira une fois les négociations engagées, inexorablement, vers l'indépendance de l'Algérie. Nous, prolétaires français, devons nous en réjouir. » L'indépendance négociée entre de Gaulle et les dirigeants du FLN instaurera en Algérie, en 1962, un Etat bourgeois soumis au joug économique de l'impérialisme. Si la lutte héroïque du peuple algérien pour son indépendance n'a pas débouché sur

une révolution socialiste qui seule aurait permis une véritable émancipation nationale et sociale, c'est bien sûr parce que la direction de la lutte est restée aux mains de nationalistes petits-bourgeois. Mais la responsabilité des directions social-chauvines du mouvement ouvrier français est écrasante. Le symbole de leur trahison restera le soutien accordé par les députés du PCF en 1956 aux « pouvoirs spéciaux » qui permettront au gouvernement du social-démocrate Mollet d'intensifier à outrance la guerre coloniale. Mais le moins qu'on puisse constater, c'est l'impuissance de VO à apporter une alternative internationaliste – la faillite totale de l'économisme.

Un aspect criant de cette faillite, c'est que dans cette période cruciale VO n'a pas non plus cherché à s'adresser aux travailleurs algériens en France, qui auraient pu aussi être un pont en direction



Washington, janvier 1973 – Nos camarades américains dans une manifestation anti-guerre : « Toute l'Indochine doit devenir communiste ! »

des Algériens vivant de l'autre côté de la Méditerranée. Ses « feuilles de boîte » parlent des « Algériens » (ou musulmans !) et de « nous » – c'est-à-dire les travailleurs français. Le 12 février 1957, une de ces « feuilles de boîte » relate ainsi une « grève des Nord-Africains » dans plusieurs entreprises françaises, longue d'une semaine, et nulle part il n'y est dit que VO ait appelé les travailleurs français à y participer, ni même que ses militants y aient participé !

VO dénonce la sanglante répression quotidienne qui s'abat sur ces Algériens qui travaillent en France, mais jamais elle n'appellera le mouvement ouvrier français à organiser des groupes d'autodéfense face aux flics et aux fascistes. Elle saura par contre le faire quand la métropole deviendra la cible des terroristes de l'OAS ! La seule riposte qu'elle proposera après le massacre d'octobre 61 à Paris, c'est que le mouvement ouvrier français participe à une manifestation appelée par le FLN pour le 1<sup>er</sup> novembre, en expliquant, dans un édit du 23 octobre 1961, que « laisser la répression s'abattre sur les travailleurs algériens, c'est permettre qu'elle s'abatte par la suite sur nous tous »... L'insensibilité, tristement notoire, de LO à la terreur raciste a de profondes racines !

VO fait beaucoup de critiques, en soi orthodoxes, du nationalisme du FLN. Elle critique aussi ces organisations françaises, notamment les pablistes et les lambertistes, qui capitulaient politiquement devant les dirigeants nationalistes algériens en les peignant de couleurs socialistes. (Au moins, beaucoup de ces militants cherchaient-ils à être concrètement aux côtés du peuple algérien en lutte pour son indépendance.) Mais venant d'une organisation aussi gangrenée par

l'étroussure nationale, de telles critiques ne sont qu'une misérable couverture à une ligne opportuniste, hexagonalement bornée.

Les révolutionnaires marxistes se devaient de donner un soutien militaire au FLN contre l'impérialisme, pas le moindre soutien politique, même critique. Mais seule une organisation combattant sur un programme fermement internationaliste pouvait faire rompre des travailleurs algériens avec leur direction nationaliste et jeter ainsi les bases pour un noyau du parti révolutionnaire algérien. Mais tel n'était pas alors le but de VO, principalement occupée à construire le parti révolutionnaire en France – via les grèves économiques ! Et le paradoxe est simplement apparent quand nous voyons finalement VO capituler, elle aussi, devant le FLN, expliquant que « la seule "condition" de cet appui [que VO donne

classe n° 14, avril 1968). Et VO de rappeler avec une force qu'on ne lui avait guère connue pendant la Guerre d'Algérie le rôle décisif de la classe ouvrière aux Etats-Unis. Vrai. Mais c'est pour ressombler aussitôt dans son économisme étroit : « Et en ce sens les luttes de la classe ouvrière française, ne serait-ce que ses luttes économiques, peuvent faire bien plus que la bonne volonté et le courage de quelques milliers de jeunes manifestants » (VO n° 80, 18 avril 1967). Dans la même veine, elle explique stupidement que « même l'aide matérielle de l'URSS [aux Vietnamiens], si elle n'est pas négligeable, n'est pas déterminante » et que « de toute manière, ce n'est pas sur le plus ou moins grand nombre de canons, de fusées ou de migs, fournis au Vietnam que les révolutionnaires font un procès à l'URSS [...] » (Lutte de classe n° 9, novembre 1967) !!

Contre les gauchistes qui, avec plus ou moins d'accents tiers-mondistes, capitulent politiquement devant la direction stalinienne du FNL et s'orientent exclusivement vers la petite-bourgeoisie étudiante (qualifiée de « nouvelle avant-garde » !), VO propose, pour servir « la cause des combattants vietnamiens », de « participer à la lutte contre l'impérialisme en contribuant à construire, en France un nouveau parti révolutionnaire » (VO n° 2, 6 décembre 1967).

Tendre à opposer actions de solidarité et construction du parti ne peut être, au mieux, que stérile. Dans la pratique, VO n'apporte que sa participation passive aux mobilisations contre la guerre du Vietnam, refusant de chercher à y constituer un pôle anti-impérialiste. En fait VO se concentre quasi exclusivement sur les « boîtes », sous-estimant gravement la radicalisation qui s'opère, sous l'impact de la révolution vietnamienne, dans la jeunesse, et notamment dans la jeunesse du PCF.

Par ailleurs, si VO – qui n'avait pas alors sombré dans l'antisoviétisme qu'on lui connaît aujourd'hui – comprend que la guerre que mènent les impérialistes est un tremplin pour une guerre contre la Chine et l'URSS, elle ne comprend par contre rien à la nature de la révolution vietnamienne. Lutte de classe n° 14 (avril 1968) écrit : « [...] le Front national de libération ne se différencie nullement des divers mouvements nationalistes des pays coloniaux et ex-coloniaux qui, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ont mobilisé les masses populaires dans la lutte pour l'indépendance. » Pour VO, l'issue de la lutte sous la direction du FNL ne peut être qu'un Etat bourgeois néo-colonial, comme l'Algérie. D'ailleurs, pour elle, aussi bien Cuba que la Chine, ou l'Allemagne de l'Est, ne sont pas des Etats ouvriers déformés mais des Etats bourgeois.

En vérité, le Vietnam a connu une révolution sociale, déformée, qui a renversé la domination capitaliste et instauré un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, du même type que celui issu de la contre-révolution politique stalinienne en URSS. La formation de cet Etat ouvrier déformé s'est déroulée dans des circonstances historiques spécifiques : défaite militaire de l'impérialisme US, laminage de la bourgeoisie autochtone, absence d'un prolétariat conscient combattant pour ses propres intérêts de classe. Arrivée au pouvoir sur la base d'une victoire militaire, la direction du FNL, de nature stalinienne, a pu ainsi instaurer un Etat sur le modèle de l'URSS stalinisée. La tâche des révolutionnaires prolétariens était donc, et est toujours, à la fois de défendre les acquis historiques représentés par le renversement du capitalisme et lutter pour les étendre par une révolution politique contre la domination bureaucratique. Et pour ce faire, combattre pour construire un parti trotskyste.

A ce propos, nos camarades américains polémiquaient en 1968 contre la position de VO en insistant que « ce que les camarades de VO oublient, c'est que

au FLN] ne dépend pas de lui, elle ne dépend que du développement de la lutte de classe en Algérie : c'est que le Front soit effectivement la direction des masses » (Lutte de classe n° 8, 21 février 1961). Cette capitulation politique devant la direction nationaliste en place et son abstention sectaire vis-à-vis de l'oppression nationale sont deux faces d'une même médaille : le désintéret du « révolutionnaire » petit blanc français pour la construction de partis trotskystes dans les pays sous la domination de son propre impérialisme.

## De l'Algérie au Vietnam

Si pour VO elle a été moins décisive que la Guerre d'Algérie, la Guerre du Vietnam a néanmoins été une étape importante dans la formation de ses cadres politiques.

*Voix ouvrière* écrit dans son n° 69 (15 novembre 1966) à propos des ouvriers et paysans vietnamiens : « Soutenir leur combat, ce n'est pas implorer la paix, c'est lutter pour la défaite de l'impérialisme. » L'année suivante, *Voix ouvrière* titre en première page : « Pour que vaille le peuple vietnamien » (VO n° 2, nouvelle série, 6 décembre 1967). Voilà un soutien fierement internationaliste dont malheureusement la lutte du peuple algérien contre « notre » impérialisme aura été privée !

Il est vrai aussi que le contexte est différent. L'« opinion publique » française est largement hostile à cette guerre dans laquelle l'impérialisme français n'est pas directement impliqué. De Gaulle pense même que la massive et brutale intervention américaine ne va que jeter les Vietnamiens dans les bras des communistes. Et le PCF peut laisser libre cours à son chauvinisme anti-américain...

Quoi qu'il en soit, VO sous-estime largement l'impact que peuvent avoir sur la guerre elle-même des mobilisations dans les pays autres que les USA : « Que peut-on en effet pratiquement faire en France pour le soutien du peuple vietnamien, à part donner témoignage de sa solidarité ? Pratiquement rien » (Lutte de

## POUR CONTACTER LA LTF

## Paris

Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 42 08 01 49

## Rouen

Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 35 73 74 47

## Lyon

Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07  
Tél : 72 74 96 94



# Kurdes...

Suite de la page 1

censée « protéger » de l'armée irakienne les Kurdes ; mais maintenant c'est l'armée turque qui tire et qui les tue ! Et les camps seront implantés bien loin des actuelles concentrations de réfugiés, jusqu'à cent kilomètres à l'intérieur du territoire irakien.

Cette occupation militaire n'a rien à voir avec une quelconque défense des Kurdes. Bush a tenu à mettre les points sur les « i » en insistant qu'il n'était pas question d'un Etat indépendant. Une opinion que partagent tous les maîtres impérialistes et leurs laquais dans la région. Si l'Irak baasiste est un enfer pour la population kurde, la Syrie, l'Iran et la Turquie, où vivent aussi des Kurdes, ne valent pas mieux. A peine Bush annonçait-il le cessez-le-feu avec l'Irak que la Turquie, membre de l'OTAN, déclenchait la plus grande offensive de ces dernières années contre les Kurdes, qui sont entre 12 et 15 millions en Turquie. Et Ankara insiste particulièrement auprès de ses alliés occidentaux pour qu'ils repoussent en Irak le flot de réfugiés par peur qu'explode une lutte de tous les Kurdes qui effectivement aurait des implications révolutionnaires dans toute la région.

La Ligue communiste internationale, qui soutient de façon conséquente le droit des Kurdes à l'autodétermination et appelle à une république socialiste du Kurdistan unifié, met en garde: se débarrasser des occupants impérialistes est une condition préalable à toute véritable lutte pour la libération du peuple kurde. Impérialistes hors d'Irak, hors du Golfe !

Le mieux que les Kurdes puissent attendre des impérialistes, c'est de devenir les détenus permanents d'un bantoustan (comme la soi-disant « zone de protection » proposée par les Français et Britanniques) – un camp de concentration du genre de la bande de Gaza placé sous la haute surveillance d'une quelconque « force d'interposition ». Déjà, la Maison Blanche, en déclarant qu'elle « conseillait fortement aux groupes de l'opposition kurde de ne pas utiliser les camps de réfugiés projetés comme base d'opération » pour continuer leur lutte, a fait clairement comprendre qu'elle est décidée à réprimer les militants kurdes.

## Les trahisons des directions nationalistes

Mais les groupes nationalistes kurdes continuent suicidairement à s'accrocher aux impérialistes dont la duplicité vient pourtant de conduire encore une fois ce peuple au massacre. Les impérialistes avaient appelé les Kurdes à une insurrection contre Saddam Hussein (occupé dans le sud à réduire la révolte chiite soutenue

**Un camp de réfugiés kurdes en Turquie. C'est maintenant l'armée du régime pro-occidental et violemment anti-Kurdes d'Ankara qui tire sur ceux qui ont fui la répression irakienne.**



par l'Iran), mais ce fut pour la laisser réprimer une semaine plus tard par le même Saddam Hussein (qui, comme nous l'écrivions au plus fort de la guerre, préfère combattre « sa » population que les envahisseurs impérialistes). Alors que des avions de reconnaissance américains survolaient la région, des hélicoptères irakiens bombardaient les villes kurdes, et en moins d'un mois l'armée de Saddam Hussein reprit rapidement Kirkouk et autres villes dont s'étaient emparés les peshmergas (combattants). Quiconque cherche la protection du plus mortel ennemi des peuples devrait examiner attentivement comment les impérialistes ont cyniquement joué dans l'histoire la carte kurde ou comment ils ont utilisé comme mercenaires d'autres peuples montagnards, comme les Américains l'ont fait au Laos avec les Hmong.

Depuis des dizaines d'années, différents groupes kurdes se sont subordonnés soit aux impérialistes, soit à des régimes capitalistes de la région, ennemis de leurs oppresseurs directs mais en fait tout aussi répressifs à l'égard des minorités kurdes sous leur contrôle. A plusieurs reprises, ces divers « protecteurs » se sont retournés contre leurs « protégés » dès que ces derniers n'ont plus été un pion utile dans leur jeu. Guidés par l'internationalisme révolutionnaire, nous avons dit la vérité sur le régime baasiste irakien (voir notamment notre article publié en pleine guerre contre l'Irak « La guerre de Saddam Hussein contre les Kurdes et la gauche – Le règne sanglant des maîtres de Bagdad », *le Bolchévik* n° 108, février). Mais face à la guerre néo-coloniale menée par les impérialistes, il était nécessaire – y compris pour les Kurdes irakiens – de défendre l'Irak. Une des raisons, et non des moindres, était qu'un renforcement de l'emprise de l'impéria-

lisme sur la région permettrait à ses satrapes locaux d'écraser encore plus durement les peuples sur lesquels ils règnent, que Saddam Hussein reste ou non au pouvoir. D'ailleurs, s'il avait été renversé à l'instigation des impérialistes, cela n'aurait pas fait avancer d'un pouce la cause des droits du peuple kurde mais seulement amené au pouvoir une dictature, peut-être plus obéissante, mais tout aussi meurtrière.

Les Kurdes ont cherché bien évidemment à profiter de l'affaiblissement du régime de Bagdad pour passer à l'offensive. Mais où pouvaient-ils espérer trouver des alliés dans leur combat ? En Irak comme dans toute la région, les travailleurs ont été démoralisés par la victoire impérialiste, et autour d'eux il n'y a que carnage et désolation. Mais les dirigeants nationalistes de l'insurrection kurde ne cherchaient pas des alliés du côté des travailleurs d'Irak mais du côté des impérialistes.

Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'était précipité à Washington dès août dernier, immédiatement après le début de la mobilisation occidentale pour la guerre. Le Département d'Etat avait même refusé de le rencontrer. Au début de l'insurrection, des dirigeants kurdes irakiens ont rencontré des représentants du régime turc violemment antikurde de Turgut Ozal et pris l'engagement « qu'ils ne fomenteraient pas de rébellion parmi leurs frères de Turquie ». Ces dirigeants ont adapté leurs revendications pour plaire aux impérialistes et aux maîtres d'Ankara et de Téhéran, et ils affirment combattre non pour l'indépendance mais pour l'« autonomie » dans le cadre d'un Irak « démocratique » (et même pas si démocratique que cela).

En tant qu'ennemis résolus de toute oppression nationale, nous autres marxistes défendons le droit des Kurdes à recevoir des armes et de l'aide d'où ils peuvent. Mais ce peuple a une douloureuse histoire de dirigeants qui utilisent sa lutte afin de transformer les Kurdes en chair à canon au service des visées de telle ou telle puissance impérialiste ou régionale. De leur côté, des groupes qui se prétendent marxistes, comme les guérillistes du groupe iranien Komala ou du PKK turc (Parti ouvrier du Kurdistan), capitulent devant les propriétaires terriens kurdes en appelant à une unité de collaboration de classes avec les « propriétaires terriens patriotes ».

Barzani, le dirigeant du Parti démocratique kurde (PDK), est l'héritier d'une de ces riches familles de propriétaires terriens. Dans les années 70, il était de notoriété publique que son père, Mullah Mustafa Barzani, était un agent direct de la CIA, du shah d'Iran et de l'Etat sioniste. Tous se servaient des Kurdes pour entretenir des troubles dans l'Irak baasiste. En 1975, le shah conclut un accord avec Saddam Hussein, et les Kurdes furent abandonnés à la merci de

l'homme fort de Bagdad d'une façon similaire à ce qui vient d'arriver.

Ces pratiques ne sont aucunement le monopole des Barzani. Dans les années 60, les forces de Talabani combattirent aux côtés de l'armée irakienne contre les partisans de Barzani. Dans les années 80, Barzani se rangea du côté de l'Iran de Khomeiny, non seulement contre l'Irak mais aussi contre des groupes kurdes iraniens, tandis que le PDK iranien (qui est distinct du PDK irakien) s'allia à Bani Sadr et aux Moudjahidins, anciens partisans de Khomeiny, derrière le régime irakien. Quant au PKK (qui mène depuis sept ans une guerre de guérilla à la fois contre l'armée turque et contre les groupes de gauche kurdes en désaccord avec lui), il est soutenu par la Syrie d'Afey el Assad...

## Pour une république socialiste du Kurdistan unifié !

Les militants kurdes doivent tirer les dures leçons du passé et rompre avec cette sordide histoire du nationalisme et de la collaboration de classes. Sous la direction de partis bolchéviques armés de la perspective trotskyste de la révolution permanente, les travailleurs kurdes peuvent jouer un rôle décisif pour la libération des masses de toute la région.

En 1958-59, les ouvriers kurdes du pétrole formaient le noyau stratégique du Parti communiste irakien. Mais sa direction sabota une occasion révolutionnaire historique pour le Moyen-Orient en subordonnant la lutte du prolétariat à une alliance de collaboration de classes avec le général nationaliste bourgeois Kassem. Et, en janvier dernier, alors qu'au Kurdistan turc se multipliaient les manifestations contre la guerre et en faveur de la « liberté pour le Kurdistan », une grève combative (dans laquelle les mineurs du nord de la Turquie étaient à l'avant-garde) a conduit le pays au bord de la guerre civile.

Lors d'une conférence de militants kurdes qui s'était tenue en Europe en 1984, un représentant de notre organisation internationale avait exposé l'alternative trotskyste à la longue histoire de trahisons nationalistes (salutations reproduites intégralement dans *le Bolchévik* n° 49, octobre 1984) : « Les masses kurdes doivent chercher à s'allier avec les prolétaires arabe, perse et turc, qui, à leur tour, doivent être amenés à devenir des défenseurs déterminés du droit des Kurdes à l'autodétermination contre le chauvinisme de grande puissance de leur propre bourgeoisie [...]. La solution pour mettre un terme à l'oppression des masses kurdes ne peut être qu'à l'échelle régionale et demande que soient écrasés quatre régimes bourgeois réactionnaires [...]. Nous savons que la lutte pour une république socialiste unie du Kurdistan sera modelée sur - et modèlera à son tour - l'avenir du prolétariat révolutionnaire de la région tout entière vers une fédération socialiste du Proche-Orient. »

pour que l'Union soviétique se transforme d'un Etat ouvrier, quelque sérieusement menacé et en crise qu'il ait pu être, en un Etat ouvrier déformé, il a fallu une contre-révolution politique et l'extermination physique du vieux Parti bolchévique. VO et les pablistes ne voient qu'une différence quantitative entre l'Etat ouvrier russe victorieux et le produit de sa dégénérescence » (« La Spartacist League, la minorité et VO », *Lutte ouvrière : économie et étroitesse nationale*, brochure de la LTF rééditée).

Nos camarades mettaient aussi le doigt sur le danger inhérent à la position de VO, en posant la question : « Mais quelle ligne prendrait-elle dans une guerre entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest ? Espérons que VO trouvera quelque prétexte inconséquent pour éviter d'être neutre sur la réintroduction du capitalisme dans les Etats ouvriers déformés. » Certes, l'impérialisme ouest-allemand n'a pas eu besoin de recourir à la guerre pour absorber la RDA. Mais l'année dernière, LO n'est pas restée neutre et a tout

simplement applaudi à la réunification capitaliste de l'Allemagne ! Après dix ans de campagne de guerre froide antisoviétique, une capitulation pure et simple devant l'impérialisme, LO a pris le côté du capitalisme allemand.

Les camarades de LO qui veulent toujours être des communistes, internationalistes, se doivent de chercher à connaître l'histoire de leur organisation. « Celui, disait Lénine, qui croit sur parole, est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer ». Ils se doivent aussi d'examiner honnêtement le programme de la seule organisation, ici et au niveau international, qui s'est toujours battue avec intransigeance contre l'impérialisme, pour la révolution socialiste mondiale – la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Au cas où les camarades de LO ne pourraient se procurer auprès de leur direction les documents que nous citons dans notre tract, nous les tenons à leur disposition. ■

## LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)  
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH  
Tunisie : 3 000 m  
Etranger : mandat poste international

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik :  
B.P. 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

## URSS...

Suite de la page 12

« libre marché ». Le *Wall Street Journal* du 2 avril rapporte les résultats d'un sondage selon lequel seulement 5 % de la population soviétique était favorable à laisser le marché déterminer les prix. On rapporte qu'à Leningrad les travailleurs ont refusé de quitter les boutiques, les restaurants et les services récemment privatisés par le conseil municipal pro-Eltsine.

Eltsine reste cependant un démagogue extrêmement dangereux, parce qu'il peut exploiter le désespoir économique et l'hostilité envers Gorbatchev qui vont grandissant parmi la population soviétique. A preuve la grève des mineurs, qui dure depuis un mois. Pendant l'été 1989, quand un demi-million de mineurs soviétiques s'étaient mis en grève, le gouvernement avait fait des concessions substantielles. En même temps, Gorbatchev avait affirmé son intérêt pour le sort des mineurs, et il s'était servi avec un certain succès de la grève comme d'un argument en faveur de la perestroïka, son programme boiteux de « réformes » orientées vers le marché. Mais quand la perestroïka ne produisit que davantage de misère, et que les promesses du gouvernement furent inmanquablement violées, les mineurs se retournèrent violemment contre Gorbatchev.

Les dirigeants de la grève actuellement en cours se situent nettement dans le camp de Eltsine. Outre des revendications économiques, ils demandent la démission de Gorbatchev et le transfert du pouvoir politique et économique réel aux gouvernements procapitalistes des différentes républiques. Viktor Filimonov, un des dirigeants de la grève dans le Kouzbass, déclare : « Nous nous battons pour Eltsine, mais nous ne croyons pas qu'il puisse changer quoi que ce soit rapidement. Il a fallu des siècles pour construire le capitalisme, et lui parle de 500 jours. Mais nous devons nous débarrasser des communistes » (*New York Times*, 28 mars).

Vu de loin, il est difficile de dire si une partie significative des mineurs est réellement gagnée à la démagogie procapitaliste de Eltsine. De nombreuses mines ne sont pas en grève, et on fait état de vifs débats sur la grève. Il est possible que les mineurs soient manipulés par un petit groupe d'activistes anticommunistes, aux liens bien établis avec des cercles impérialistes américains, qui ont constitué un syndicat « libre » à l'automne dernier (voir « Dans la tourmente de la perestroïka - La grève des mineurs soviétiques », le *Bolchévik* n° 110, avril).

Quoi qu'il en soit, les mineurs soviétiques doivent comprendre que les forces rassemblées autour de Eltsine sont de mortelles ennemies de la classe ouvrière.



Der Spiegel

Les mineurs soviétiques étaient en grève depuis le 1<sup>er</sup> mars.

Ce n'est pas le communisme qui a produit le chaos économique actuel, mais la perversion stalinienne du communisme, pendant des dizaines d'années de gestion catastrophique et de parasitisme bureaucratiques. Un retour au capitalisme signifierait encore plus de misère pour les travailleurs soviétiques.

Regardez l'Allemagne de l'Est ! Il y a un an, de nombreux travailleurs allemands croyaient que l'unification avec le plus riche Etat de l'Europe capitaliste leur apporterait rapidement toutes les bonnes choses de la vie. Au lieu de cela, l'unification leur a apporté un chômage massif, une hausse vertigineuse des loyers, la fermeture des crèches et un appauvrissement général. Le nombre des suicides augmente, le taux de natalité baisse. Aujourd'hui, de nombreux travailleurs allemands disent que « c'était mieux avant », du temps de l'économie collectivisée.

Les travailleurs soviétiques n'ont pas besoin de faire eux-mêmes l'expérience des ravages de la restauration du capitalisme. La résistance aux hausses des prix peut constituer le point de départ d'une contre-offensive prolétarienne contre les forces du « libre marché » qui les entraînent vers la misère.

## Pour une planification socialiste sous la démocratie ouvrière !

La dernière fois que la bureaucratie du Kremlin a augmenté les prix des produits alimentaires et d'autres biens de consommation, c'était en 1962, sous Khrouchtchev. Ces mesures provoquèrent des grèves et des manifestations de masse, qui en une occasion au moins (Novotcherkask, dans le Donbass ukrainien)

furent réprimées dans un véritable bain de sang par le KGB et des unités de l'armée. Quand, quelques années plus tard, Brejnev prit la place de Khrouchtchev, il chercha à assurer la paix sociale en gelant les prix à la consommation à leur niveau de 1962.

Mais à partir de la deuxième moitié des années 70, avec la stagnation de l'économie soviétique, les salaires et traitements nominaux, les prix d'achat des produits des fermes d'Etat et des fermes collectives continuèrent à augmenter. Le fossé qui allait se creusant entre les prix officiels et les coûts de production était comblé par des subventions de plus en plus considérables, tirées d'une masse monétaire en augmentation constante. A la fin des années Brejnev, où la corruption battait son plein, une proportion de plus en plus considérable des produits alimentaires et d'autres produits de première nécessité étaient détournés vers les marchés noirs ou « gris ». Mais avec la perestroïka de Gorbatchev, les produits ont simplement disparu des magasins d'Etat et sont disponibles uniquement sur les marchés privés, à 10 ou 20 fois le prix officiel.

Pour commencer, les profiteurs du marché noir ont été légalisés sous le nom trompeur de « coopérateurs », et leurs activités se sont considérablement développées. Les administrateurs pillent leurs usines, leurs entrepôts et leurs boutiques, livrant des biens produits par l'Etat à leurs acolytes des marchés privés. Le pouvoir économique réel passe entre les mains de ce que les Russes appellent « la mafia » - un mélange d'apparatchiks corrompus, de spéculateurs privés et d'authentiques gangsters. Au début de cette année, le vice-président de la commission d'Etat pour les prix rapportait que le coût de production et de distribution des biens de consommation était de 25 % supérieur à ce que l'Etat percevait pour leur vente. En fait, le gouvernement soviétique subventionne les prix d'extorsion pratiqués par la « mafia » !

La perestroïka a aussi conduit à la dislocation de l'économie soviétique selon des lignes de fracture nationales et régionales. Les républiques, les régions et même les villes mènent les unes contre les autres une véritable guerre économique : barrières commerciales, monnaies distinctes, interdiction de vente aux non-résidents. En même temps, de nombreux Juifs soviétiques, qui constituent une partie significative des cadres techniques et scientifiques, émigrent dans la crainte de pogroms. L'économiste Nikolai Chmelev, partisan en vue du « libre marché », se lamente que la situation « rappelle l'époque médiévale ». En fait, le nationalisme économique, qui accompagne les affrontements intercommunautaires sanglants (comme le pogrom perpétré actuellement par les Géorgiens contre la minorité ossète), est inséparable

de la marche vers la restauration du capitalisme, dont Chmelev lui-même est un des principaux idéologues.

Les porte-parole du régime Gorbatchev, tout comme ses opposants partisans du « libre marché », argumentent qu'un système de prix qui encourage les fermiers à utiliser le pain comme fourrage est un système aberrant. C'est vrai. Les prix n'ont aucun rapport avec les coûts de production relatifs ou absolus. Mais la réponse à cet état de choses n'est pas l'introduction d'une « économie de marché » - le mot de code pour le capitalisme. Si les travailleurs prennent en main le pouvoir politique, un gouvernement authentiquement socialiste pourra augmenter considérablement l'efficacité d'une économie régie par une planification démocratique, en rationalisant les prix et aussi en épongeant les roubles actuellement accumulés dans les bas de laine parce qu'il est impossible de les dépenser (par exemple en les échangeant contre des bons du Trésor à long terme).

Les calculs du marché ont un rôle important à jouer pour aider le plan, dans des domaines comme la production des biens de consommation et des services. Pour autant qu'est garanti à tous un revenu suffisant pour satisfaire les besoins essentiels de l'existence, le prix de tel ou tel bien de consommation devra en général être proportionnel à son coût de production. Si quelqu'un veut acheter un blouson de cuir qui coûte deux fois plus cher à produire qu'un blouson en jean, il devra le payer deux fois plus cher. Mais pour savoir ce que les gens veulent acheter, il n'est pas nécessaire de libérer les forces anarchiques du marché - il



Reuter

## Le démagogue Eltsine pousse à la contre-révolution capitaliste en 500 jours ou moins.

suffit de codes-barres et d'un réseau informatique relié aux stocks !

Des comités de consommateurs démocratiquement élus devront surveiller la qualité et les prix des produits, comme le proposait Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition*. Et les organes du pouvoir des soviets pourront décider démocratiquement quels services sociaux devront être assurés gratuitement (comme les soins médicaux, les crèches et l'éducation) et quels produits devront être subventionnés (par exemple les livres pour enfants afin d'encourager la lecture).

Une telle rationalisation du système des prix et du système financier en Union soviétique ne sera possible que dans le cadre d'une revivification socialiste de l'économie tout entière. Cela signifie éliminer toutes les formes de gaspillage et de parasitisme bureaucratiques. Cela signifie augmenter de façon radicale la productivité par une planification scientifique, et - ce qui n'est pas le moins important - par une discipline et une

Бюллетень Спартаковцев **SPARTACIST**

**Что такое ТРОЦКИЗМ**

Чего хотят Спартаковцы... 11  
 Интернационалистический привет нашим товарищам-советским солдатам и офицерам... 12  
 Письмо нашим товарищам-советским солдатам... 13

В защиту маршала Тухачевского... 40  
 Когда произошел советский термидор?... 44  
 Письмо в посланство СССР Имperialистическое военное окружение - угроза СССР... 55

Из Переходной программы... Положение СССР и задачи переходной эпохи... 52  
 Что такое СССР и куда он идет? Глава V... Советский термидор... 56

**Слова на путь Ленина и Троцкого!**

Цена 50 коп.

**Bulletin Spartacist n° 1**

En russe  
10 francs (56 pages)

**Ce qu'est le trotskysme  
Retour à la voie de Lénine  
et de Trotsky !**

Chèques et mandats à l'ordre de :  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10

## Malcolm X...

Suite de la page 7

que veulent les Noirs». La Revolutionary Tendency, exclue du SWP en 1963-64 - lors de la première purge politique survenue dans toute l'histoire de ce parti -, fonda la Spartacist League en 1966, avec quelques dizaines de membres. A cause du nombre restreint de ses militants, la jeune SL ne pouvait atteindre et influencer qu'une toute petite partie des masses de militants noirs radicalisés. Elle était également incapable de combler le fossé qui s'élargissait entre Blancs et Noirs dans le mouvement radical de la Nouvelle gauche, ce qui nous a coupés de militants noirs subjectivement révolutionnaires de l'époque.

A mesure que les jeunes militants des droits civiques se radicalisaient, ils trouvaient en Malcolm X le seul homme qui exprimait hardiment les pensées et demi-pensées qu'eux-mêmes avaient encore peur de formuler. En 1963-64, une majorité du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) ne croyait plus à la non-violence comme principe moral. Beaucoup n'y avaient jamais cru. Mais ils ne voulaient pas encore renoncer publiquement au libéralisme pacifiste et rompre avec Martin Luther King, dont ils commençaient à se moquer en privé. C'est Malcolm X qui parlait pour eux.

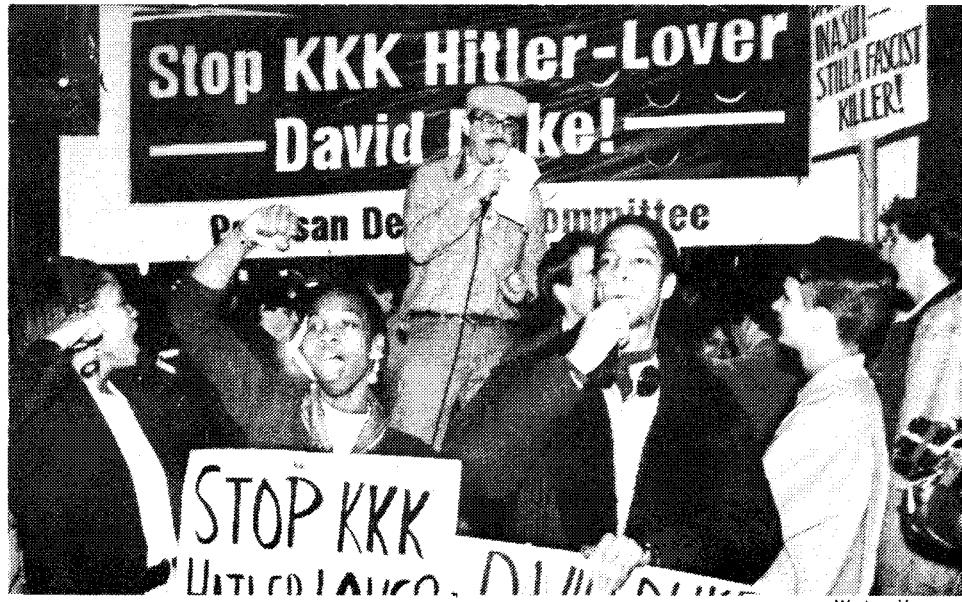
Nombre de jeunes militants noirs, si ce n'est la plupart, sympathisaient avec les Révolutions cubaine et vietnamienne. Au moment de l'assassinat de Kennedy, fin 1963, il ne s'est trouvé que peu de militants noirs pour pleurer sur le sort du chef de l'impérialisme mondial, l'homme qui avait ordonné l'invasion de la Baie des Cochons et envoyé les Bêrets verts au Vietnam. Pourtant, le SNCC, le CORE (Congress of Racial Equality) de James Farmer et les autres groupes des droits civiques étaient encore sous la dépendance de l'establishment libéral blanc et prenaient le deuil de son « héros martyr ». Et quand Malcolm X prononça son fameux discours sur l'assassinat de Kennedy, des milliers de militants noirs applaudirent... en silence.

Malcolm X était devenu aux yeux de l'Amérique noire celui qui disait la vérité, le seul homme qui la décrivait telle qu'elle était. Et il se trouvait même quelques membres de l'establishment libéral noir pour reconnaître que Malcolm X les avait bien épinglés. L'acteur Ossie Davis, qui avait été l'animateur durant la marche sur Washington, disait que Malcolm X avait réussi « à faire honte aux oncles Tom, aux Noirs qui font des compromis, qui s'accrochent de tout, à nous faire honte - je dis nous parce que je suis de ceux-là - d'être des hypocrites à seule fin d'exister dans un monde dont nous envions et méprisons en même

temps les valeurs » (« Note sur Malcolm X », en appendice à l'Autobiographie de Malcolm X).

Si Malcolm X pouvait avoir un tel impact sur un Ossie Davis, il galvanisait littéralement les jeunes militants des droits civiques. C'était comme si les militants noirs actifs dans le SNCC, le CORE et les autres groupes des droits civiques faisaient du travail légal sous un régime hostile, pendant que Malcolm X leur fournissait une presse illégale clandestine, depuis l'exil. Il proclamait haut et fort ce qu'ils disaient à mots couverts et en

gration ! » Pourtant, la masse des Noirs luttait précisément pour avoir accès à ce qui était auparavant des écoles pour les seuls Blancs, des services publics pour les seuls Blancs, des quartiers pour les seuls Blancs, des emplois pour les seuls Blancs. En bref, ils luttait pour l'intégration économique, politique et sociale dans la société américaine. Mais comment Malcolm X aurait-il pu, en toute bonne foi, participer aux boycotts des écoles de Harlem pour un meilleur équilibre racial dans les écoles de la ville ou aux manifestations pour le libre accès au logement



Le 28 mars, plus de 1 500 personnes ont participé à Boston à un rassemblement pour protester contre un meeting du fasciste David Duke. Cette action de front unique pour « Stopper l'ami de Hitler, l'homme du Klan David Duke » était organisée à l'initiative de nos camarades du Partisan Defense Committee.

termes voilés. La Marche sur Washington est un cas d'école. A mesure qu'il apparaissait comme évident que la manifestation était manipulée par la Maison Blanche de Kennedy, les militants du SNCC critiquaient de plus en plus l'événement. Les organisateurs de la marche obligèrent le président du SNCC, John Lewis, à supprimer de son discours un passage considéré comme particulièrement offensant pour l'establishment libéral. L'appareil du pouvoir blanc pouvait encore censurer la direction du SNCC, mais il ne pouvait pas censurer Malcolm X. Il fit une description cinglante de ce qu'était devenue la marche : « [...] elle a perdu tout caractère militant. Elle a perdu sa colère, sa chaleur, son refus du compromis. Oui, elle a même cessé d'être une marche, pour devenir un pique-nique, un cirque [...] » (In *Le Pouvoir noir*, publié par George Breitman, 1966). La voix de Malcolm X était la voix sans détours ni censure du militantisme noir.

Mais ce n'était qu'un aspect - l'aspect positif - des relations de Malcolm X avec les militants des droits civiques. Après tout, Malcolm X était un séparatiste, un homme qui déclarait : « Aucun Noir sain d'esprit ne veut vraiment l'inté-

gration ! » Malcolm X se plaçait en critique du mouvement des droits civiques, qui exprimait, avec puissance et efficacité, les sentiments de son aile gauche qui se développait. Il se cantonnait dans le rôle de celui qui observe le champ de bataille avec une certaine distance. Quelle que fut l'admiration que les jeunes militants noirs pouvaient avoir pour Malcolm X, ils n'en continuaient pas moins à manifester contre les racistes avec Martin Luther King et Farmer, et pas avec le pasteur du Temple n° 7 de la Nation of Islam, à Harlem.

Malcolm X incarnait à un degré extrême la contradiction fondamentale du nationalisme noir. En tant que doctrine, le nationalisme peut quelquefois attirer des Noirs militants profondément étrangers à cette société raciste et qui n'ont pas d'illusions quant à la possibilité de la réformer. Mais les Noirs américains ne sont pas une nation. Ils sont une caste opprimée, basée sur la couleur de la peau, intégrée dans la société capitaliste américaine tout en étant de force ségréguée au bas de celle-ci. La revendication d'Elijah Muhammad, adressée au gouvernement des Etats-Unis pour l'octroi de plusieurs Etats pour une nation noire séparée, est un château en Espagne encore plus irréaliste que tous les rêves de Martin Luther King. Le séparatisme n'est pas un programme de lutte sociale dans l'Amérique raciste. Cette contradiction devint plus évidente après que Malcolm X eut scissionné de la Nation of Islam et tenté de construire sa propre organisation laïque.

En 1963, les discussions dans et autour du mouvement noir portaient sur le fait que Malcolm X ne ferait pas long feu dans la Nation of Islam. C'était un secret de Polichinelle qu'Elijah Muhammad était jaloux de son célèbre et populaire lieutenant et inquiet de sa notoriété politique. Alors que les médias bourgeois ne cessaient de parler de Malcolm X, ce dernier apparaissait de moins en moins dans les pages du journal officiel de la secte, *Muhammad Speaks*. Malcolm X avait vénéré Elijah Muhammad comme l'homme qui l'avait sauvé d'un enfer social. Et Malcolm X était un homme pour qui la loyauté personnelle comptait beaucoup. Pourtant, l'atmosphère de complaisance et de luxe qui entourait Elijah Muhammad et sa famille étendue, au Centre islamique de Chicago, le gênait

de plus en plus. Selon son propre témoignage, il fut tout à fait choqué par des informations selon lesquelles Elijah Muhammad avait des rapports sexuels avec ses secrétaires, et qu'il avait même eu quelques enfants hors du lit conjugal. De simples membres des Black Muslims avaient été exclus et marqués d'infamie pour adultère. Quand Malcolm X demanda des comptes à celui qui se faisait appeler le Messenger, le vieux filou lui cita des exemples bibliques : « Tu tiras que Lot a forniqué avec ses propres filles. Je dois accomplir tout cela » (cité dans l'Autobiographie de Malcolm X).

Mais même si l'Honorable Elijah Muhammad avait vécu selon les hauts et puritains critères d'honneur qui étaient ceux de Malcolm X, il est très probable que ce dernier aurait néanmoins scissionné de la Nation of Islam. Il était trop politique, trop engagé pour rester en dehors de la lutte beaucoup plus longtemps. Quelle que fut l'admiration que les militants noirs vouaient à Malcolm X, ils n'allaient pas adhérer à la Nation of Islam. En aucun cas. Ils voulaient que Malcolm X les rejoigne. Comme la dirigeante du mouvement militant des droits civiques de Cambridge, dans le Maryland, Gloria Richardson, le disait en 1963 : « Vous savez il pourrait vraiment être un homme formidable s'il pouvait rompre avec ce machin sectaire » (cité par Peter Goldman, *The Death and Life of Malcolm X* [1973]). Malcolm X ressentait intensément ces pressions : « On disait de plus en plus dans les milieux noirs : "Les Musulmans parlent beaucoup, ça oui, mais ils ne font jamais rien, sauf quand on les embête personnellement" » [souligné dans l'original] (l'Autobiographie de Malcolm X).

Discrètement, à l'intérieur de la secte, Malcolm X commença à plaider pour que les Black Muslims abandonnent leur politique abstentionniste vis-à-vis des luttes noires de masse : « [...] J'étais persuadé que notre Nation serait encore plus utile au Noir américain si elle passait enfin aux actes. Je pensais [...] que des militants musulmans et disciplinés devraient se trouver à Little Rock, à Birmingham, aux côtés des Noirs qui, partout, s'engageaient résolument dans la lutte » [souligné dans l'original] (*Ibid.*)

Mais pour les Black Muslims, participer aux luttes des droits civiques aurait constitué une violation de leur raison d'être elle-même. Elijah Muhammad sentait instinctivement que la direction que prenait son puissant lieutenant, indépendamment des loyautés subjectives de Malcolm X, détruirait sa secte lucrative. Et il utilisa donc le scandale public créé par le discours sur l'assassinat de Kennedy pour essayer de réduire la voix de Malcolm X au silence. Malcolm X refusa de se taire et en mars 1964 il quitta l'organisation pour laquelle plus que quiconque il avait tant fait pour gagner le respect de la communauté noire. Un an plus tard, ses assassins réduisirent définitivement Malcolm X au silence. Comme nous l'écrivions à l'époque : « La version officielle veut que ce soient les Black Muslims qui aient tué Malcolm X. Mais nous ne devrions pas accepter trop vite cette hypothèse non démontrée à ce jour. La police de New-York, par exemple, avait de bonnes raisons d'avoir peur de Malcolm X. Et, avec les vastes ressources de chantage et de coercition qui sont à sa disposition, elle avait également d'amples occasions et, bien sûr, n'aurait que peu à craindre d'être démasquée si elle était impliquée. En même temps, l'hypothèse des Black Muslims ne peut être écartée d'un revers de main parce qu'ils ne sont pas un groupe politique, et en substituant la religion à la science, et le mysticisme de la couleur de la peau à une analyse rationnelle, ils ont une conception du monde qui peut inclure l'efficacité et la moralité de l'assassinat. Un homme qui a un lien direct avec Dieu peut tout justifier » (*Spartacist* édition anglaise n° 4, mai-juin 1965).

[A suivre]

conscience dans le travail retrouvées par des travailleurs qui sauront qu'ils construisent un avenir meilleur pour eux et leurs enfants. Mais pour cela, il faut défendre le système de propriété collectivisée.

Pour passer de la situation de chaos et de misère actuelle à un système authentiquement socialiste, il faut une révolution politique prolétarienne pour chasser les restes dégénérés de la bureaucratie du Kremlin et pour écraser toutes les forces qui poussent pêle-mêle vers une contre-révolution meurtrière - les « démocrates » pro-impérialistes rassemblés autour de Eltsine, les nationalistes réactionnaires dans les Pays baltes, le Caucase et l'Ukraine, et les chauvins grands-russes qui se déguisent aujourd'hui en « patriotes » soviétiques.

L'anarchie bureaucratifiée de la perestroïka de Gorbatchev a servi de terreau pour le développement de toutes ces forces antiouvrières. Mais aujourd'hui, la résistance ouvrière aux hausses des prix

offre une occasion cruciale de renverser toute la situation politique. L'Union soviétique peut être bipolarisée entre ceux qui défendent les intérêts des travailleurs et ceux qui les attaquent ; il s'agit de savoir si le coût de la vie va être l'otage de la « mafia » et des financiers occidentaux, ou s'il va être déterminé par le mandat démocratique de la société.

Avec une direction révolutionnaire - un parti bolchévique reforcé, construit sur les principes qui étaient ceux de Lénine et Trotsky -, la classe ouvrière soviétique pourra revendiquer son héritage communiste authentique. De la même manière que la révolution d'Octobre a ébranlé le monde capitaliste, le rétablissement du pouvoir des soviets en URSS sera un formidable encouragement pour les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière dans les citadelles de l'impérialisme et ouvrira ainsi la voie à un ordre communiste mondial.

- Traduit de Workers Vanguard n° 524

## L'URSS vers la catastrophe

8 avril - «Je suis aujourd'hui très inquiète ne serait-ce que de savoir comment je vais nourrir mes enfants», s'exclamaient une Moscovite, mère de deux enfants. Le 2 avril, les prix du pain, de la viande, de la farine et du riz ont été multipliés par trois; ceux du lait, des œufs et du thé par deux. Un uniforme d'écolier, qui coûtait 12 roubles, en coûte maintenant 62. Le choc de la «réforme des prix» attendu et redouté depuis longtemps - la pierre de touche de la «transition vers une économie de marché» qui est l'objectif affiché de Gorbatchev - a frappé de plein fouet les travailleurs soviétiques.

Deux jours après l'entrée en vigueur de ces hausses des prix, les grèves et actions de protestation de masse auxquelles tout le monde s'attendait ont commencé. A Minsk, capitale de la Biélorussie, des dizaines de milliers d'ouvriers venus des fabriques d'automobiles, de tracteurs, de moteurs et autres usines ont manifesté sur la place centrale de la ville. Du piédestal de la statue de Lénine, les orateurs exigeaient des augmentations salariales pour compenser en totalité les hausses des prix et demandaient la démission de Gorbatchev.

Il y a maintenant un mois, le président soviétique avait personnellement donné aux ouvriers en colère de l'énorme usine de tracteurs de Minsk l'assurance qu'ils n'auraient pas à souffrir des effets de la «réforme des prix». Aujourd'hui, les ouvriers de Minsk défendent leur niveau de vie en se retournant de tout leur poids contre l'oligarchie du Kremlin en décomposition. Un comité de grève élu déclare qu'il appellera à une grève générale dans toute la ville si ses revendications ne sont pas satisfaites d'ici le 10 avril.

Une opinion souvent exprimée par les travailleurs soviétiques est qu'ils seraient disposés à payer des prix plus élevés si seulement il y avait quelque chose à acheter dans les magasins d'Etat. Mais les magasins sont vides. «Je n'ai pas de famille à nourrir. J'ai donc juste dit: au diable la viande», explique un instituteur de la capitale. Une femme de mineur du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, décrit une scène dans le grand magasin «Le monde des enfants»: «Les gens se battaient littéralement pour un arrivage de quelques collants à deux roubles.»

Pour compenser les hausses des prix, le régime Gorbatchev a promis des aug-

**Ouvriers soviétiques: il faut lutter contre la misère du «libre marché»!**



Etudes soviétiques

Septembre 1990 — Manifestation à Donetsk, le centre minier d'Ukraine, contre un projet anticommuniste de retirer la statue de Lénine. Sur les banderoles: «Bas les pattes devant Lénine!»

mentations des salaires, des retraites, des bourses d'étudiants et des allocations familiales, de telle sorte qu'il n'y ait pas de diminution globale du niveau de vie. Mais de telles promesses, à l'heure où l'économie soviétique est visiblement en train de s'écrouler, ne peuvent pas être crédibles, et personne ne les croit. L'office de planification d'Etat, le Gosplan, prévoit pour cette année une baisse de 12% de la production nationale, venant après une diminution de 3% en 1990. Un prévisionniste du Gosplan, Iakov Urinson, lance de sombres prophéties: «Je vois devant nous un abîme - économique, politique et social - un retour aux temps affreux que nous avons vécus dans le passé dans notre pays» (Independent [de Londres], 11 mars).

Les travailleurs soviétiques ne pourront éviter de tomber dans cet abîme qu'en se débarrassant de toutes les fractions de la bureaucratie stalinienne en décomposition

- les apparatchiks et les militaires «durs», les «centristes» gorbatchéviens et les «démocrates» ouvertement procapitalistes rassemblés autour de Boris Eltsine - et en prenant eux-mêmes en main le pouvoir politique. Les hausses des prix révèlent, plus brutalement encore que tout le reste, que toutes ces forces qui se déchirent entre elles sont des ennemies de la classe ouvrière.

Les apparatchiks et les colonels «patriotes», qui dénoncent les «démocrates» pour être des agents de l'impérialisme occidental (ce qu'ils sont effectivement), soutiendront Gorbatchev contre les travailleurs au nom de «la loi et l'ordre» et de la préservation d'un Etat fort avec la Russie comme centre. Tout en condamnant Gorbatchev parce qu'il mène l'économie à la ruine, les partisans du «libre marché» critiquent les hausses des prix uniquement parce qu'elles ne vont pas assez loin. Ils veulent la fin de tout contrôle gouvernemental sur les prix, sans aucune compensation. Eltsine est en train de réintroduire, devant le Parlement de la République de Russie, le «plan de 500 jours» pour le retour au capitalisme, lequel prévoit la privatisation des logements, des terres agricoles et de 70% des entreprises industrielles.

Dans la première partie de notre article «Où va l'Union soviétique?» (Le Bolchévik n° 109, mars), nous écrivions: «Des luttes ouvrières en défense de l'égalité sociale et l'émergence d'un authentique pôle d'attraction léniniste bouleverseraient les lignes de fracture actuelles à l'intérieur de la bureaucratie et de l'intelligentsia [...]. Les travailleurs soviétiques doivent refuser la fausse bipolarisation entre «démocrates» et «patriotes», qui chacun à leur manière sont les héritiers de la bureaucratie stalinienne parasitaire et réactionnaire.»

Aujourd'hui, la situation en offre directement la possibilité. L'organisation de la

résistance ouvrière aux hausses des prix peut devenir la base de soviets unissant les ouvriers aux travailleurs des fermes collectives, aux soldats et aux officiers de l'Armée rouge, aux retraités, aux minorités opprimées et à tous les autres qui embrasseront la cause de la classe ouvrière. La lutte pour un authentique pouvoir des soviets exige la formation d'un nouveau parti bolchévique, qui pourra diriger la classe ouvrière contre les forces de la contre-révolution capitaliste et à l'encontre des conflits nationalistes meurtriers.

**Gorbatchev et Eltsine, deux produits de la dégénérescence du stalinisme**

La plongée de l'URSS dans le chaos économique s'accompagne de la désintégration de l'élite bureaucratique au pouvoir. L'Union soviétique est aujourd'hui politiquement paralysée au sommet, les deux principales fractions engendrées par l'oligarchie du Kremlin en décomposition se neutralisant mutuellement, pour le moment du moins. Les thuriféraires de Eltsine et de nombreux commentateurs occidentaux affirment qu'il s'agit là d'un conflit entre les partisans de la démocratie capitaliste et ceux qui veulent redorer le blason du stalinisme, qu'ils appellent «communisme».

Les «démocrates» sont sans conteste des agents de Wall Street, de la City de Londres, des banques de Francfort et de la Bourse de Paris. Il y a peu, un des principaux collaborateurs de Eltsine, Guennadi Filchine, a été contraint de démissionner de son poste de vice-premier ministre de la République de Russie après un scandale financier qui a révélé au grand jour quels étaient le véritable programme et les véritables maîtres de cette clique. Filchine aurait conclu un accord avec une mystérieuse société britannique, la Dove Trading International, afin d'importer des biens de consommation pour la somme astronomique de 140 milliards de roubles. Ces roubles auraient ensuite été utilisés par des investisseurs occidentaux pour acheter des usines, des mines et autres entreprises d'Etat. Ce contrat fut bloqué par le gouvernement central soviétique.

Mais les gorbatchéviens visent eux aussi à transformer l'Union soviétique en économie de marché capitaliste, bien qu'à un rythme plus lent et au bénéfice d'éléments différents de l'élite bureaucratique. Un des partisans les plus en vue de Gorbatchev, Iouri Prokofiev, responsable du Parti communiste à Moscou et membre du bureau politique du PCUS, déclare: «Nous devons suivre la voie du Japon et de la Corée du Sud» (Financial Times [de Londres], 5 février). Prokofiev cite même le Chili de Pinochet parmi les pays modèles où «des infrastructures de marché développées ont été créées en très peu de temps»! Autrement dit, les gorbatchéviens envisagent d'introduire un système corporatiste, si nécessaire au moyen d'une répression policière massive.

Ce qui fait la popularité de Eltsine, c'est principalement qu'il promet une alternative radicale à l'intolérable situation actuelle. Pourtant, la grande majorité des travailleurs soviétiques rejettent, et en fait redoutent, les effets du capitalisme de

Suite page 10



Zhigallov/TASS

En février, Gorbatchev promettait aux ouvriers d'une usine de tracteurs qu'ils n'auraient pas à souffrir des hausses des prix. Ils ont depuis fait grève pour défendre leur niveau de vie.